

MÉCANISATION AGRICOLE

L'Algérie accélère sa stratégie industrielle

Le secteur de la mécanisation agricole en Algérie amorce un nouveau tournant, soutenu par une volonté politique affirmée et le renforcement des capacités industrielles nationales. En visite de travail dans la wilaya de Constantine, le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a réaffirmé l'engagement de son département à répondre de manière efficace et durable aux besoins croissants du monde agricole en équipements modernes, notamment en tracteurs et en moissonneuses-batteuses. P 3



BANQUE MONDIALE

Le taux de croissance de l'économie algérienne revu à la hausse en 2026

La Banque mondiale (BM) a revu à la hausse sa prévision de croissance économique de l'Algérie pour 2026, soulignant que le pays fait figure d'exception au sein de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (ME-NAAP).

P 3

GOUVERNEMENT

Tebboune opère un remaniement ministériel



Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a procédé, jeudi, à un remaniement ministériel partiel touchant des secteurs stratégiques, notamment les hydrocarbures et les mines, selon un communiqué de la Présidence de la République.

P 5

PARTENARIAT AIR ALGÉRIE- SGSIA

Un nouveau cap pour le fret aérien

La compagnie nationale Air Algérie a signé un mémorandum d'entente avec la Société de gestion des services et infrastructures aéroportuaires d'Alger (SGSIA) pour la réalisation d'un centre de fret moderne à l'aéroport d'Alger, destiné à transformer en profondeur le traitement des marchandises à l'importation et à l'exportation.

P 5

Publicité

SIPSA®
FILÀHA
AGROFOOD

24^{ème}
édition

SOUS LE PATRONAGE DE MONSIEUR
LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DU DÉVELOPPEMENT RURAL
ET DE LA PÊCHE

**SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'ÉLEVAGE ET DE L'AGRO-INDUSTRIE**

18 > 21 MAI 2026

PALAIS DES EXPOSITIONS - SAFEX, ALGER - ALGERIE

Afrika®
Food Export

DJAZA® **UA**®

EN PRÉVISION DE L'AÏD
EL-ADHA

Des préparatifs
intenses pour la
réception et la vente
des moutons
importés

Les autorités locales poursuivent, à travers les différentes wilayas du pays, la mise en œuvre d'un ensemble de mesures et de dispositions sur le terrain pour aménager des structures dédiées à la réception et au regroupement des moutons importés, dans le cadre des préparatifs en cours pour l'Aïd El-Adha, indique, jeudi, un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports.

Ces mesures s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, relatives au suivi des préparatifs liés à la réception des moutons importés et à l'organisation de leur vente dans "les meilleures conditions", note le communiqué. Dans ce cadre, il a été procédé à des inspections de terrain afin de s'enquérir de l'opérationnalité des points de regroupement et des centres de réception, avec la mobilisation des services vétérinaires pour veiller au contrôle de l'état sanitaire du cheptel et garantir le respect des normes sanitaires en vigueur.

Par ailleurs, des moyens de transport et logistiques ont été mobilisés pour assurer l'acheminement des moutons en toute sécurité, en sus de la mise en place de plusieurs points de vente à travers les communes et les fermes pilotes, conformément à un plan organisationnel visant à garantir la fluidité de l'opération et à rapprocher les points de vente des citoyens, a-t-on précisé de même source.

Ces mesures s'inscrivent au sein des efforts des autorités publiques visant à assurer l'approvisionnement du marché national en moutons et leur disponibilité à travers l'ensemble du territoire national de manière organisée, en vue de répondre aux attentes des citoyens, conclut le communiqué.

R E.

TÉLÉCOMMUNICATIONS SPATIALES

L'Algérie ouvre officiellement
le marché à la concurrence

Le ministère de la Poste et des Télécommunications a annoncé, jeudi dans un communiqué, l'ouverture du marché à la concurrence dans le domaine des télécommunications spatiales, suite au lancement par l'Autorité de régulation de la poste et des communications électroniques (ARPCE) d'un appel d'offres pour l'octroi de deux licences d'établissement et d'exploitation de réseaux publics de télécommunications électroniques par satellite.

Synthèse Z R.

« Dans le cadre des efforts visant à généraliser l'accès aux services de télécommunications et à réduire la fracture numérique à travers les différentes régions du pays, le ministère de la Poste et des Télécommunications annonce le lancement de la concurrence dans le domaine des télécommunications spatiales », indique le communiqué. Le ministère a précisé que « l'ARPCE a lancé un appel d'offres pour l'octroi de deux licences d'établissement et d'exploitation de réseaux de communications électroniques ouverts au public par satel-

lite sur orbite non géostationnaire ». Cette mesure vise à « permettre aux opérateurs de déployer des solutions de connectivité spatiale à haut débit, offrant ainsi des services Internet à haute vitesse, particulièrement dans les zones reculées et enclavées difficiles à raccorder aux infrastructures terrestres classiques, ce qui est à même de réduire la fracture numérique et de garantir une couverture plus inclusive sur l'ensemble du territoire national ». Elle tend également à « diversifier l'offre de services de télécommunications électroniques, stimuler la concurrence sur le marché, consacrer l'accès équitable à Internet et soutenir le développement de solutions

liées à l'Internet des objets (IoT) dédiées aux projets structurants, notamment dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie minière et des transports », ajoute le communiqué. Après avoir souligné l'engagement du ministère à « soutenir la transformation numérique et à élargir la portée de la couverture », le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a affirmé que cette démarche marque « une étape importante dans le renforcement de l'infrastructure numérique de l'Algérie », car elle vise à « acheminer les services Internet à haut débit vers tout le territoire national, notamment les zones difficiles d'accès ».

CREA

Signature d'un memorandum d'entente avec la Confédération
espagnole CEOE

Le Conseil du renouveau économique algérien (CREA) et la Confédération espagnole des organisations patronales (CEOE) ont signé jeudi à Madrid (Espagne), un memorandum d'entente visant à renforcer les relations économiques entre les deux pays et à concrétiser une orientation stratégique vers la structuration de projets industriels communs, a indiqué un communiqué du Conseil. Ce memorandum « établit un cadre de coopération pratique visant à intensifier les échanges commerciaux, à stimuler les investissements mutuels et à accompagner les entreprises des deux pays à identifier et à développer des opportunités d'affaires dans des secteurs à forte valeur ajoutée », a précisé la même source. Les deux parties ont également convenu de « lancer l'élaboration d'une feuille de route exécutive, fondée sur l'identi-

fication des secteurs prioritaires et la constitution de groupes de travail spécialisés, afin d'assurer le développement de projets de coopération concrets à court et moyen terme », précise le communiqué. A cette occasion, le CREA a présenté une approche de production conjointe fondée sur la valeur ajoutée et le développement en Algérie des premières étapes de transformation, notamment les activités à forte consommation énergétique, de manière à compléter les capacités industrielles espagnoles dans les étapes ultérieures de la production, dans le but d'attirer des investissements d'entreprises espagnoles dans ces domaines en Algérie sans transférer leurs bases de production, dans une logique d'intégration industrielle et de renforcement du lien productif entre les deux parties. « A travers cette initiative, nous

concrétisons une vision claire consistant à bâtir des partenariats industriels durables, générateurs de valeur ajoutée et d'emplois en Algérie, fondés sur la coopération entre les deux rives de la Méditerranée », a déclaré le président du Conseil, M. Kamel Moula, soulignant que « cette dynamique permettra de renforcer la compétitivité de nos entreprises, tant algériennes qu'espagnoles, et d'accélérer la diversification des échanges hors hydrocarbures, tout en offrant des opportunités d'investissement de qualité aux acteurs espagnols selon une approche fondée sur la complémentarité et le développement commun ». De son côté, le président de la CEOE, M. Antonio Garamendi, a affirmé que cette rencontre, la première du genre entre les deux organisations, « constitue une étape charnière dans le parcours des re-

lations économiques entre l'Espagne et l'Algérie, et reflète la volonté commune de renforcer la coopération et d'intensifier les échanges entre nos deux pays ». Il a également exprimé l'espoir de voir ce processus marquer « un point de départ pour un partenariat solide, permettant d'identifier des opportunités concrètes qui contribuent à améliorer la compétitivité de nos entreprises », notant par là même, l'existence d'« importantes potentialités pour poursuivre la diversification et l'approfondissement des relations d'affaires entre les deux parties ». Dans le cadre de cette dynamique, l'Espagne sera l'invitée d'honneur de la Foire internationale d'Alger (FIA) prévue en juin prochain, avec une large participation des entreprises espagnoles, conclut la même source.

APS

JIJEL

Accostage au port de Djen Djen d'un navire transportant 7.000 têtes ovines
en provenance d'Espagne

Un navire chargé d'une cargaison de 7.000 têtes ovines importées d'Espagne a accosté, jeudi soir, au port de Djen Djen (Jijel), a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Le déchargement de la cargaison a été entamé immédiatement après l'achèvement des procédures de contrôle sani-

taire effectuées par les vétérinaires, avec la mobilisation de tous les moyens humains et logistiques afin d'assurer le bon déroulement de l'opération dans les meilleures conditions, a précisé la même source. Ces ovins ont été orientés vers le centre de quarantaine situé dans la zone de

Bourchayed, dans la commune d'El Aouana, a-t-on ajouté de même source. Selon un communiqué de l'Entreprise portuaire de Djen Djen, l'accostage du navire s'est déroulé dans des conditions organisationnelles rigoureuses, avec la mobilisation de l'ensemble des moyens logistiques et des ressources humaines

pour garantir un déchargement fluide et sécurisé, en coordination avec les parties concernées, dans le strict respect des normes vétérinaires et sanitaires en vigueur, assurant ainsi la sécurité des moutons et le bon déroulement de l'opération.

R E.

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale
de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

MÉCANISATION AGRICOLE

L’Algérie accélère sa stratégie industrielle

Le secteur de la mécanisation agricole en Algérie amorce un nouveau tournant, soutenu par une volonté politique affirmée et le renforcement des capacités industrielles nationales. En visite de travail dans la wilaya de Constantine, le ministre de l’Industrie, Yahia Bachir, a réaffirmé l’engagement de son département à répondre de manière efficace et durable aux besoins croissants du monde agricole en équipements modernes, notamment en tracteurs et en moissonneuses-batteuses.

Par Réda Hadi

S’exprimant en marge de cette tournée, effectuée en présence du wali de Constantine, Abdelkhalek Sayouda, ainsi que des autorités locales, le ministre a insisté sur la mobilisation de volumes «conséquents» d’équipements agricoles produits localement. Cette orientation s’inscrit dans une stratégie nationale visant à réduire la dépendance aux importations et à soutenir une agriculture de plus en plus tournée vers la performance et l’auto-suffisance.

L’un des points clés de cette démarche concerne le calendrier de mise à disposition des équipements. Le ministre a ainsi indiqué qu’une partie significative du matériel sera disponible avant le lancement de la campagne de moisson-battage dans les régions du Sud du pays.

Une annonce qui revêt une importance particulière, compte tenu des spécificités climatiques de ces zones, où les récoltes interviennent plus tôt que dans le Nord. Cette anticipation devrait permettre aux agriculteurs de bénéficier d’outils adaptés au moment opportun, contribuant ainsi à l’amélioration des rendements et à la réduction des pertes.

Au-delà de la simple fourniture d’équipements, cette politique repose sur une approche coordonnée entre les différents secteurs concernés. Le programme de mécanisation est ainsi mis en œuvre en étroite collaboration avec le ministère de l’Agriculture, du Développement rural et de la

Pêche. Il s’appuie principalement sur la valorisation des capacités nationales de production, avec pour objectif de répondre à une demande en constante augmentation. Dans ce cadre, les moissonneuses-batteuses figurent parmi les équipements prioritaires dont la livraison est prévue dans les délais impartis.

Le ministre a également souligné que le processus de mécanisation agricole en Algérie progresse « dans la bonne direction ». Cette évolution positive est attribuée aux investissements importants consentis par l’État, avec le soutien du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Ces efforts visent à renforcer simultanément les secteurs de l’agriculture et de l’industrie, deux piliers essentiels pour atteindre les objectifs de développement économique et de sécurité alimentaire du pays.

Dans cette optique, la mécanisation apparaît comme un levier stratégique pour la mise en valeur des terres agricoles. Le ministre a rappelé que l’objectif national consiste à exploiter près de 3 millions d’hectares à travers le territoire. Une ambition qui nécessite non seulement une extension des superficies cultivées, mais également une amélioration significative des techniques de production, notamment grâce à l’introduction d’équipements modernes et performants.

La visite du ministre à Constantine a également été l’occasion de constater de visu les capacités industrielles locales. Plusieurs unités spécialisées dans la production et la maintenance d’équipements ont été inspec-

tées. Parmi elles, la cimenterie relevant du Groupe industriel des ciments d’Algérie (GICA), ainsi que l’unité de maintenance et de montage d’équipements industriels de la Société de maintenance de l’Est (SME), située à Didouche-Mourad. L’Entreprise nationale du matériel des travaux publics (ENMTP), implantée dans la commune d’Aïn Smara, a également figuré parmi les étapes de cette tournée.

Le ministre s’est également rendu au Centre technique industriel des industries mécaniques et des industries de transformation des métaux, ainsi qu’au sein de plusieurs entreprises stratégiques, telles que la Société algérienne des tracteurs agricoles (ETRAG), la société Algerian Tractor Company et l’Algérienne des Équipements et Machines Outils (ALEMO), spécialisée dans la fabrication de machines-outils dans la commune d’El Khroub. Ces structures jouent un rôle central dans la consolidation de l’industrie mécanique nationale et dans le développement de solutions adaptées aux besoins du secteur agricole.

Au cours de ces visites, des exposés techniques détaillés ont été présentés au ministre, mettant en lumière les différentes étapes de production, les capacités actuelles des unités, ainsi que les perspectives de développement de cette filière. Ces présentations ont permis de souligner le potentiel important dont dispose l’Algérie pour devenir un acteur majeur dans la production d’équipements agricoles à l’échelle régionale.

BANQUE MONDIALE Le taux de croissance de l’économie algérienne revu à la hausse en 2026

La Banque mondiale (BM) a revu à la hausse sa prévision de croissance économique de l’Algérie pour 2026, soulignant que le pays fait figure d’exception au sein de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MENAAP). Dans sa dernière édition du Bulletin économique consacrée à la région MENAAP, publiée sur son site web, la BM prévoit une croissance du produit intérieur brut (PIB) réel de l’Algérie de 3,7 %, soit une hausse de 0,2 point par rapport aux prévisions établies en janvier dernier (3,5 %).

L’Algérie figure ainsi parmi les trois pays de la région MENAAP dont le taux de croissance anticipé par la BM a été révisé à la hausse.

Ainsi, la croissance globale de la région (hors Iran, exclu faute de données) devrait s’établir à 1,8 % en 2026, soit un niveau inférieur de 2,4 points de pourcentage aux projections initiales de janvier. Les économies de la région MENAAP ont enregistré une croissance de 4 % en 2025.

Les perspectives pour l’Arabie saoudite -- la plus grande économie de ce groupe -- ont été revues à la baisse, avec une projection de 3,1 % (contre 4,3 % précédemment).

Parallèlement, le PIB réel de l’Irak, du Koweït et du Qatar devrait se contracter respectivement de 8,6 %, 6,4 % et 5,7 %, à la suite d’importantes révisions à la baisse (-15,1 %, -9 % et -11 %).

La hausse des recettes d’exportation de l’Algérie devrait se répercuter sur le solde du compte courant, dont le déficit serait sensiblement réduit, passant de -5,9 % en 2025 à -2,4 % en 2026, selon la même source.

APS

CAMPAGNE CÉRÉALIÈRE 2025-2026

Le mécanisme «crédit fournisseur» lancé

Par R H.

Le ministre de l’Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a procédé jeudi à Alger au lancement officiel du mécanisme du «crédit fournisseur», destiné à faciliter l’accès des agriculteurs, notamment les plus vulnérables financièrement, aux produits phytosanitaires indispensables à la protection des cultures.

Cette initiative s’inscrit dans le cadre du suivi du programme national de développement de la filière céréalière pour la campagne 2025-2026. Elle a été annoncée lors d’une réunion de travail élargie regroupant l’ensemble des acteurs du secteur, allant des cadres du ministère aux représentants des organisations professionnelles, en passant par les entreprises publiques, les instituts techniques et plusieurs start-up innovantes. Le « crédit fournisseur » repose sur un principe simple : permettre aux agriculteurs d’acquérir des intrants agricoles sans paiement immédiat, en différant le remboursement jusqu’après la commercialisation de leur récolte. Après avoir été introduit cette année pour les se-

mences et les engrais, ce dispositif est désormais étendu aux produits phytosanitaires, un maillon essentiel de la chaîne de production céréalière. Pour le ministre, cette approche constitue une réponse concrète aux difficultés rencontrées par de nombreux exploitants, notamment en période critique où les traitements doivent être appliqués rapidement pour éviter la propagation des maladies. « Ce mécanisme facilite l’accès aux intrants, en particulier lors des phases sensibles qui nécessitent une intervention rapide et efficace », a-t-il souligné.

Au-delà de son aspect financier, cette mesure vise avant tout à renforcer la protection phytosanitaire des cultures. Les données présentées lors de la réunion mettent en évidence l’ampleur des pertes potentielles en cas de défaut de traitement. Selon les estimations du ministère, jusqu’à 40 % des récoltes céréalières pourraient être perdues chaque année en l’absence d’une intervention adéquate au moment opportun.

Le ministre a également insisté sur la nécessité d’adopter une nouvelle approche basée sur un suivi scientifique

rigoureux et une évaluation permanente sur le terrain.

Une campagne prometteuse soutenue par plusieurs mesures

La campagne céréalière en cours bénéficie, selon le ministre, d’une dynamique positive, portée à la fois par des conditions climatiques favorables et par un ensemble de mesures incitatives. Parmi celles-ci, la mise à disposition de semences sans prépaiement grâce au crédit fournisseur a permis à des milliers d’agriculteurs de lancer leurs semis dans les délais, y compris ceux confrontés à des contraintes financières.

Par ailleurs, les autorités ont veillé à garantir un approvisionnement suffisant en engrais, avec l’octroi d’une quantité supplémentaire de 50 % d’engrais azotés. Cette augmentation vise à accompagner l’extension des superficies cultivées et devrait, selon les projections, avoir un impact direct sur les rendements.

Cap sur la moisson et la modernisation

La réunion a également été l’occasion de faire le point sur les préparatifs de la

campagne de moisson-battage. Le ministre a donné des instructions pour renforcer les moyens logistiques, améliorer les capacités de stockage et accélérer le renouvellement du parc de machines agricoles.

Ces mesures s’inscrivent dans le cadre du programme national de mécanisation agricole, initié sous l’impulsion du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à moderniser les équipements et à améliorer la productivité du secteur.

La rencontre a été marquée par une forte mobilisation des différents acteurs de la filière, traduisant une volonté commune de relever les défis auxquels fait face la production céréalière en Algérie.

La présence de start-up proposant des solutions innovantes témoigne également de l’émergence d’un écosystème technologique au service de l’agriculture.

Avec le lancement du crédit fournisseur étendu aux produits phytosanitaires, les autorités espèrent consolider les acquis de la campagne actuelle et poser les bases d’une agriculture plus résiliente, productive et durable.

SOLIDARITÉ NATIONALE

Signature de la nouvelle convention collective de l’Agence de développement social

La nouvelle convention collective de l'Agence de développement social (ADS) a été signée jeudi à Alger, sous la supervision de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, marquant ainsi le lancement officiel de la mise en oeuvre de ses dispositions. Lors de la cérémonie de signature, qui s'est déroulée en présence du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saihi, et du Secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Amar Takdjout, la ministre a précisé que la révision de la convention collective de l'ADS vise à "renforcer le cadre socio-professionnel de ses employés", ajoutant qu'elle constitue un "acquis consolidant les droits socio-professionnels des personnels de l'Agence et contribuant à l'amélioration des conditions de travail". Elle a, à cet égard, souligné que l'Etat, sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, "accorde une attention particulière aux aspects socio-professionnels des travailleurs et à la consolidation du caractère social de l'Etat".

SANTÉ
Le ministre met en avant les efforts visant à moderniser le secteur

Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a mis en avant, jeudi à Alger, les efforts visant à moderniser le secteur et à améliorer la qualité de la prise en charge des patients à travers l'ensemble du territoire national. Lors d'une séance plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée aux questions orales, M. Ait Messaoudene a précisé que ces efforts se traduisent notamment par le renforcement des ressources humaines, l'élargissement de la couverture sanitaire et l'adoption de la numérisation, et ce, dans le cadre de la mise en œuvre de la politique nationale de modernisation du système de santé et du renforcement des infrastructures. Quant au recrutement des aides-soignants diplômés des écoles privées, le ministre a fait état de "plus de 7000 recrutements au cours des dernières années", soulignant que "le ministère œuvre à renforcer l'intégration de cette catégorie, à travers la création d'une plateforme nationale de recensement des diplômés, l'encouragement de leur recrutement dans le secteur privé et leur insertion dans des domaines prometteurs tels que les soins de santé à domicile".

R E.

MDN

Première opération de livraison des bus de transport de voyageurs importés

Une première opération de livraison de 908 bus de transport de voyageurs a été réalisée, jeudi à Rouiba (Alger) par l'Entreprise de modernisation et de fabrication des véhicules de la 2e Région militaire, relevant de la Direction des fabrications militaires du Ministère de la Défense nationale (MDN), a indiqué un communiqué du ministère. "Dans le cadre de la livraison des bus acquis conformément au programme d'importation de 6800 bus de transport des voyageurs, et en concrétisation des engagements de l'Etat

relatifs à la modernisation du secteur du transport, il a été procédé ce jour, jeudi 09 avril 2026, à Rouiba, à la livraison de 908 bus par l'Etablissement de développement de l'Industrie de véhicules de la 2e Région militaire, sous tutelle de la Direction des fabrications militaires du ministère de la Défense Nationale", selon le communiqué. La livraison a été destinée au groupe TRANSTIV ayant bénéficié de 538 bus, à l'ETUSA d'Alger, avec 320 bus et l'ETUSA d'Oran, avec 50 bus". L'opération permettra de répondre aux besoins des entreprises

nationales publiques et privées, et de rénover le parc national des transports publics, à même de garantir les conditions de confort et de sécurité aux citoyens, précise le communiqué. A rappeler que cette opération s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme du président de la République, Chef suprême des Forces armées et ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, qui prévoit l'importation de 10.000 nouveaux bus destinés au renouvellement du parc national de transport de voyageurs.

APS

AÉROPORT INTERNATIONAL D'ORAN

Programmation de 21 vols pour le transport des pèlerins aux Lieux Saints du Hadj

Un total de 21 vols a été programmé pour le transport des pèlerins vers les Lieux Saints au départ de l'aéroport international d'Oran "Ahmed Ben Bella", en prévision de la saison du Hadj 1447 H / 2026, a indiqué, jeudi, le Directeur général de l'établissement de gestion des aéroports d'Oran, Nadjib Benchenine. Dans une déclaration à l'APS, le responsable a indiqué que ces vols permettront d'assurer le transport de plus de 7.000 pèlerins, hommes et femmes, issus de plusieurs wilayas de l'Ouest du pays, vers les Lieux Saints.

Il a également indiqué que le premier vol est prévu pour le 1er mai prochain à 22h00, à bord d'un avion de la compagnie Air Algérie, à destination de l'aéroport de Médine, avec à son bord 251 pèlerins. Le programme comprend 16 vols opérés par Air Algérie et 5 vols assurés par des compagnies relevant de Saudi Airlines, sur la période allant du 1er au 20 mai prochain, avec une capacité variant entre 251 et 370 pèlerins par vol. Par ailleurs, l'aéroport international d'Oran a mis en place un ensemble de mesures organisationnelles pour assurer le transport des pèlerins dans les meilleures conditions, notamment la désignation d'accompagnateurs pour les pèlerins, la mise en place de couloirs verts dédiés aux personnes âgées et aux personnes aux besoins spécifiques,

et le renforcement du nombre de guichets d'enregistrement. Dans le cadre de ces dispositions, des bus ont également été mobilisés pour le transport des pèlerins de la salle d'attente vers les avions, une aire de stationnement d'une capacité de 1.000 véhicules a été prévue, en plus de l'aménagement d'un espace dédié aux familles des pèlerins, ainsi que la réhabilitation du hall de l'aéroport, de la salle de prière et des espaces de restauration. Parallèlement, la direction des affaires religieuses et des wakfs de la wilaya a organisé une série de sessions de formation à travers les différentes daïras, au profit des futurs pèlerins, afin de les sensibiliser aux modalités d'accomplissement des rites du Hadj.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTÈRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 08 افريل 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 08 Avril 2026

Produits		Prix du détail ¹ DA / Kg		أسعار التجزئة ² دج / كلف		المنتجات
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	66	74	57		البطاطا
	Tomate	179	195	163		الطماطم
	Oignon sec	103	113	94		البصل الجاف
	Ail sec	935	1047	822		الثوم الجاف
	Carotte	109	123	95		الجزر
	Navet	109	124	94		اللفت
	Choux fleur	163	177	150		قرنبيط
	Choux	101	113	89		الكرنب
	Courgette	127	141	113		الكوسة
	Haricot vert	327	356	298		الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	129	145	113		الخس
	Orange	248	295	202		البرتقال
	Citron	196	222	170		الليمون
	Pomme locale	438	528	348		التفاح المحلي
	Datte	490	621	359		التمر
	Banane	453	474	433		الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1968	2123	1812		لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	393	408	379		الدجاج
	Œufs (Unité)	17	18	16		البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	90		حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annual %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	NC	0,00	0,00	-13,34	6,09	10,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	NC	0,00	0,06	-0,69	9,00	5,56	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 503,00	NC	0,00	0,03	1,49	6,65	6,39	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 148,00	2195,00	+2,19	-1,18	-3,24	10,47	5,69	1000	2 195 000,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-5,95	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	3,44	3,97	5,00	0	0,00

APS

PARTENARIAT AIR ALGÉRIE-SGSIA

Un nouveau cap pour le fret aérien

La compagnie nationale Air Algérie a signé un mémorandum d’entente avec la Société de gestion des services et infrastructures aéroportuaires d’Alger (SGSIA) pour la réalisation d’un centre de fret moderne à l’aéroport d’Alger, destiné à transformer en profondeur le traitement des marchandises à l’importation et à l’exportation.

Par Selma R.

Paraphé par les dirigeants des deux entités, cet accord marque le lancement d’un projet structurant, à savoir la création d’un hub logistique de nouvelle génération baptisé « Cargo Algérie ». Implanté dans la zone sud-est de l’aéroport, le futur centre reposera sur la réhabilitation de l’aérogare 3, un espace de plus de 10.000 m² désormais dédié aux opérations de fret. L’ambition affichée est de fluidifier, sécuriser et accélérer le traitement des marchandises. À ce titre, le site intégrera des zones spécialisées pour l’import et l’export, des entrepôts de stockage modernes, des chambres froides destinées aux produits sensibles, notamment pharmaceutiques, ainsi que des espaces de tri rapide et de contrôle douanier. Des quais de chargement et de livraison viendront compléter cet ensemble logistique conçu pour répondre aux standards internationaux. Le projet repose également sur une modernisation globale des processus de gestion, grâce à l’intégration de systèmes numériques avancés. L’objectif est de réduire les délais de traitement et d’améliorer la traçabilité des flux, dans un contexte de forte croissance du fret aérien. Selon les projections d’Air Algérie, les volumes devraient passer de 19.000 tonnes en 2023 à plus de 65.000 tonnes à l’horizon 2029, traduisant une montée en puissance si-

gnificative du secteur. Cette dynamique s’inscrit dans une vision économique plus large. Le PDG de la compagnie, Hamza Benhamouda, souligne que ce centre constitue un levier stratégique pour promouvoir les exportations hors hydrocarbures et renforcer l’intégration régionale, notamment dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine. « L’objectif est de positionner l’Algérie comme un acteur logistique clé sur les axes commerciaux reliant l’Afrique, l’Asie et l’Amérique du Nord », a-t-il précisé. Dans cette perspective, la compagnie ne se limite pas aux infrastructures. Elle prévoit également de renforcer sa flotte cargo à travers la conversion de cinq avions supplémentaires, portant à six le nombre total d’appareils dédiés au fret. Cette évolution permettra d’élargir le réseau et de cibler de nouveaux marchés, en particulier sur le continent africain. Le projet bénéficie par ailleurs d’un modèle d’autofinancement et s’inscrit dans une vision de long terme, avec un contrat d’exploitation d’une durée de 30 ans. Il prévoit également des extensions futures, dont une surface additionnelle de 5.000 m², ainsi que la réalisation d’un bâtiment administratif moderne. Pour Mokhtar Saïd Mediouni, PDG de la SGSIA, cette initiative traduit une volonté claire de moderniser les infrastructures aéro-

portuaires algériennes et d’aligner leur fonctionnement sur les meilleures pratiques internationales. De son côté, le directeur général d’Air Algérie Cargo, Abdelkader Salmi, estime que : « ce centre constituera une plateforme logistique régionale capable d’attirer d’importants flux commerciaux ». **De nouvelles lignes aériennes prévues en 2026** Parallèlement à ce projet, Air Algérie prévoit d’ouvrir, en 2026, de nouvelles lignes aériennes vers plusieurs destinations africaines ainsi que vers Shanghai et Varsovie, dans le cadre du renouvellement de sa flotte. Parmi ces nouvelles dessertes figurent Libreville, Luanda, Maputo, Accra et Lagos, ce qui permettra de renforcer davantage la présence de la compagnie sur le continent africain. Dans le même temps, la Société de gestion des services et infrastructures aéroportuaires d’Alger poursuit l’extension et la modernisation de l’aéroport d’Alger, qui a dépassé les 10 millions de passagers en 2025 et devrait franchir les 11 millions en 2026. Des améliorations sont en cours, notamment la modernisation du Terminal 1, l’introduction de solutions numériques avancées, la mise en place de parcours en libre-service avec reconnaissance biométrique, ainsi que le développement de nouvelles infrastructures visant à améliorer le confort des passagers.

GOVERNEMENT

Tebboune opère un remaniement ministériel

Par Z R.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a procédé, jeudi, à un remaniement ministériel partiel touchant des secteurs stratégiques, notamment les hydrocarbures et les mines, selon un communiqué de la Présidence de la République. Dans ce cadre, le chef de l’État a

nommé Mohamed Arkab au poste de ministre d’État, ministre des Hydrocarbures, confirmant ainsi la confiance placée en lui pour poursuivre la gestion de ce secteur clé de l’économie nationale. Par ailleurs, Mourad Hanifi a été désigné ministre des Mines et des Industries minières, tandis que Karima Tafer a été nommée secrétaire d’État auprès du même département.

Ce remaniement marque une réorganisation notable, avec une distinction plus nette entre les secteurs des hydrocarbures et des mines, traduisant la volonté des pouvoirs publics de renforcer la gouvernance et l’efficacité dans ces domaines jugés prioritaires pour la diversification économique. Parallèlement, la Présidence de la République a annoncé la fin des

fonctions du ministre de l’Hydraulique, Taha Derbal. Pour assurer la continuité du service public, le secrétaire général du ministère, Omar Bougueroua, a été chargé de la gestion provisoire du secteur. Dans son communiqué, la Présidence précise que cette décision intervient avec effet immédiat, le chef de l’État ayant confié à M. Bougueroua la mission d’assurer, à titre inté-

rimaire, le fonctionnement du département de l’Hydraulique. À travers ces ajustements, les autorités entendent impulser une nouvelle dynamique à des secteurs névralgiques, en adéquation avec les orientations économiques visant à consolider les ressources énergétiques, développer le potentiel minier et améliorer la gestion des services publics essentiels.

APS

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Le ministre examine les perspectives de coopération avec le ministre mozambicain de la Santé

Le ministre de l’Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, a reçu jeudi à Alger le ministre mozambicain de la Santé, Ussene Hilario Isse, avec lequel il a évoqué les perspectives de coopération bilatérale, a indiqué un communiqué du ministère. Cette rencontre, qui s’est déroulée au siège du ministère, en présence de l’ambassadeur du Mozambique en Algérie, Antonio Namburetie, a été l’occasion d’évoquer le renforcement de la coopération entre les deux pays dans le domaine de l’Industrie pharmaceutique, notamment à travers l’expertise apportée par l’Algérie à la production de médicaments et de fournitures médicales sous

toutes ses formes. A cette occasion, M. Kouidri a proposé d’ouvrir la possibilité de produire une partie des commandes pharmaceutiques du Mozambique dans des unités industrielles nationales, permettant ainsi de répondre rapidement aux commandes et d’offrir aux professionnels de l’Industrie pharmaceutique au Mozambique la possibilité d’acquérir le savoir-faire algérien en matière de fabrication, a précisé la même source. Le ministre a souligné que "l’Algérie compte actuellement plus de 230 unités industrielles appartenant aux secteurs public et privé, garantissant la production de plus de 83% des besoins du marché national", ajoute le communiqué.

Pour sa part, M. Hilario Isse a souligné que l’Algérie constitue un partenaire stratégique pour le Mozambique, saluant ses capacités et son expérience pionnière dans le domaine de l’industrie pharmaceutique, ce qui l’habilite à jouer un rôle central dans le soutien au système de santé en Afrique". Il a exprimé également le souhait, dans une première phase, d’acquérir de manière urgente 200 types de médicaments essentiels fabriqués en Algérie pour garantir une couverture globale des besoins du marché mozambicain en différents produits pharmaceutiques algériens, saluant leur qualité et leurs prix compétitifs.

Les deux parties ont convenu de signer, dans les semaines à venir, un mémorandum d’entente entre l’Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP) et son homologue mozambicaine, pour la reconnaissance mutuelle de l’enregistrement des médicaments, ajoute le communiqué. Le ministre mozambicain de la Santé s’était enquis des capacités algériennes de production de médicaments lors de la conférence ministérielle africaine sur la production locale de médicaments et autres technologies de santé, tenue à Alger en novembre 2025.

APS

COMMERCE EXTERIEUR /SALON INTERNATIONAL DE L'ALIMENTATION A MILAN

Ouverture des inscriptions aux opérateurs algériens

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations a annoncé, jeudi dans un communiqué, l’ouverture des inscriptions aux opérateurs économiques algériens activant dans la production et l’exportation de produits alimentaires et agricoles, pour participer au Salon international de l’alimentation "Tuttofood", prévu du 11 au 14 mai à Milan (Italie). Le ministère a invité les opérateurs désirant participer à cet important événement international spécialisé dans les industries agroalimentaires, à s’inscrire avant le 13 avril 2026, via le lien électronique suivant : <https://www.mcepe.gov.dz/index.php/ar/salon-agro-italie-milan>. Tuttofood offre aux participants l’opportunité de présenter leurs produits aux acheteurs et professionnels de différents pays du monde, d’établir de nouveaux partenariats et de suivre les innovations dans le secteur des industries agroalimentaires, a précisé le ministère. Cet événement permettra également aux participants de nouer des contacts d’affaires avec des partenaires potentiels et de renforcer les relations de coopération internationale, ce qui pourrait ouvrir de nouvelles perspectives et opportunités pour les entreprises algériennes opérant dans ce secteur, conclut le communiqué.

APS

BEJAIA

27 vétérinaires
mobilisés pour la
campagne de
vaccination contre la
fièvre aphteuse

Quelque 27 vétérinaires ont été mobilisés par la Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Bejaia pour mener la campagne de vaccination du cheptel bovin contre la fièvre aphteuse, à-on informé, jeudi, auprès de cette même direction. Cette campagne deux mois touche 52 communes de la wilaya, selon l'inspection vétérinaire de wilaya. La même source précise que les quotas de vaccins attribués à chaque commune ont été répartis entre les vétérinaires concernés. Les programmes de vaccination sont également établis et affichés dans l'ensemble des localités. Les services agricoles ont également souligné que cette campagne de vaccination, lancée le 5 avril et ciblant les sérotypes A, O et SAT2, était initiée par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche et assurée « gratuitement ». Un appel a ainsi été lancé à l'ensemble des éleveurs de la wilaya de Bejaia afin qu'ils adhèrent massivement à cette opération visant à préserver le cheptel bovin de la wilaya, qui compte plus de 21.000 têtes, a ajouté la même source.

R E.

MOSTAGANEM

Localisation d'un
programme d'habitat
de 343 logements dans
la commune de
Mazagran

Les services de la wilaya de Mostaganem ont décidé de localiser un programme de 343 logements au niveau du Chemin des Crêtes, dans la commune de Mazagran, selon un communiqué des services de la wilaya diffusé jeudi. Cette décision a été prise lors d'une réunion présidée par le wali, Ahmed Boudouh, consacré à l'étude de la localisation de plusieurs projets de logements dans la commune de Mazagran, qu'à l'identification de nouvelles assiettes foncières ainsi destinées à accueillir d'autres programmes, notamment dans le cadre de la formule "AADL 3". Dans ce cadre, il a été retenu la création d'un pôle urbain secondaire au Chemin des Crêtes, destiné à la réalisation de 343 logements en formule promotionnelle aidée (LPA). Ce programme comprend 180 logements LPA répartis sur deux projets, en plus de 25 logements non réalisés dans le cadre de programmes précédents, destinés au secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. Le pôle urbain prévoit également la réalisation de 127 logements au profit du secteur de la santé, ainsi que 11 logements prévus au secteur des douanes, selon la même source.

Agence

TIARET

Réalisation de 31 transformateurs
électriques et renouvellement de
200 m de câbles

La direction de distribution de la Société algérienne de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) dans la wilaya de Tiaret a réalisé 31 postes transformateurs et procédé au renouvellement de près de 179 km de câbles électriques, dans le but d'améliorer la qualité du service, a indiqué, jeudi, le directeur de l'entreprise, Lazreg Benmazouza.

Lors d'une rencontre d'information tenue au siège de la wilaya et consacrée à la présentation du programme d'investissement du secteur de l'énergie pour l'année 2026, M. Benmazouza a souligné que "dans le cadre de la préparation de l'été 2026 et de l'amélioration de l'alimentation en électricité, plusieurs projets ont été réalisés à travers différentes communes, portant notamment sur la réalisation de postes transformateurs et de nouveaux départs, ainsi que le renouvellement des réseaux". Il a fait état de réalisation de la 31 transformateurs électriques répartis à travers 18 communes, ainsi que du renouvellement de 11 km de câbles souterrains dans les quartiers Sidi Khaled et El Mandhar El Djamil, au chef-lieu de wilaya, qui avaient connu des perturbations dans l'alimentation électrique durant l'été 2025. Par ailleurs, 69 km de câbles ont été remplacés, en plus de la réalisation de 91 km de lignes de moyenne tension, dont 40

km ayant permis la mise en place d'un nouveau départ électrique dans la commune d'Aïn Dheb, qui sera prochainement mis en service, en outre de 8 km de lignes de basse tension pour construire le courant électrique au sein des quartiers d'habitat de 11 communes. Selon la même réalisation responsable, les travaux d'un poste de renforcement à la commune de Medrissa se poursuivront, en plus d'une rénovation complète d'un grand poste à Frenda, qui fonctionnera avec une technologie de télécommande, permettant de réduire les délais d'intervention. Il a également été procédé, récemment, à la mise en service de 12 départs électriques dans la zone sud-ouest alimentée par le poste de Frenda, ce qui contribuera à éliminer les perturbations du courant électrique. Concernant la wilaya avoisinante de Ksar Chellala, le lancement des travaux de réalisation d'une ligne électrique de 60 kilovolts est prévu prochainement.

Par ailleurs, un transformateur de 30/60 kilovolts a été mis en service, ces derniers mois, permettant de mettre fin aux coupures d'électricité dans la région. M. Benmazouza a également indiqué que, dans le cadre du même programme, 994 km de câbles électriques et 526 transformateurs ont été entretenus dans la zone sud-ouest de la wilaya. Des inspections techniques à l'aide de caméras thermiques ont également été effectuées sur 1,434 km de réseaux en zones urbaines, permettant de détecter et de réparer plusieurs anomalies. De son côté, la directrice de l'énergie, Khadidja Seghir, a présenté la liste des projets programmés pour le secteur, durant l'année en cours, notamment ceux financés par le ministère de tutelle ou par le Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales, ainsi que le bilan des projets réalisés au cours de l'année dernière.

APS

MILA

Une prévision de récolte de plus de 1,5 million de quintaux d'ail

La direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Mila prévoit une production de plus de 1,5 million de quintaux d'ail au titre de la saison agricole en cours 2025-2026, a-t-on appris, jeudi, auprès de cette direction. Le chef de service de l'organisation de la production et de l'appui technique, Mohamed Bengouitene a précisé, dans une déclaration à l'APS, que cette plante potagère

vivace est cultivée, cette saison, sur une superficie de l'ordre de 2.900 hectares dans plusieurs communes du sud de la wilaya. "Compte tenu de la maîtrise, par les agriculteurs de la wilaya, de l'itinéraire technique de la production de ce produit, de l'abondance des ressources en eau, en particulier dans les communes couvertes par le périmètre irrigué de Telegghma, ainsi que des conditions

climatiques favorables, la production prévue cette saison devrait être atteinte efficacement", a affirmé le même responsable. L'essentiel de l'ail produit approvisionnera les différents marchés de fruits et légumes de plusieurs wilayas du pays, "ce qui conduira à une baisse du prix de ce produit très demandé", selon M. Bengouitene qui a fait savoir qu'une partie sera stockée dans le cadre du pro-

gramme de régulation des produits agricoles de grande consommation, supervisé par l'Office national interprofessionnel des légumes et des viandes (ONILEV), pour être réintroduit sur les marchés de manière régulière, garantissant ainsi la disponibilité de ce produit tout au long de l'année et à des prix accessibles.

APS

NÂAMA

Lancement des travaux de collecte des eaux pluviales
et leur détournement hors du tissu urbain à Aïn Sefra

Les travaux de la première tranche de projets visant à collecter les eaux pluviales et à les détourner hors du tissu urbain de la ville d'Aïn Sefra (wilaya de Nâama) ont été lancés, au cours de cette semaine, a indiqué, jeudi, le chef de daïra d'Aïn Sefra, Khemissi Menai. M. Menai a souligné que cette opération s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre d'une étude technique destinée à proposer des solutions durables pour réduire les risques d'inondations liés à la montée des eaux des oueds dans les régions sud de la wilaya. Cette étude prévoit, dans une première phase, la réalisation de projets d'urgence à Aïn Sefra, notamment la réalisation d'ouvrages d'ingénierie pour canaliser les eaux des oueds et assurer

leur convergence en dehors du tissu urbain. Les travaux en cours, pour lesquels une enveloppe financière de 50 millions de dinars a été allouée, portent notamment sur la rénovation du réseau d'évacuation des eaux pluviales et des canalisations d'assainissement dans les quartiers du centre-ville. Cette première phase sera suivie d'une deuxième tranche, dont le lancement est prévu dans les prochains jours, avec une enveloppe de 200 millions de dinars. Ces projets permettront de retenir plus de 500 000 mètres cubes (m3) d'eau et d'éviter leur écoulement vers les zones basses de la commune d'Aïn Sefra. Ils pourront également maîtriser les flux des crues et des fortes pluies en les

orientant vers des canaux aménagés au niveau des ravins des oueds "El Mouilah" et "El Berridj", qui se rejoignent au centre-ville. Les eaux seront, ensuite, acheminées, via deux réseaux d'assainissement, vers la zone de "Laouinet", où se trouve une station importante de traitement des eaux usées, avec la possibilité de réutiliser ces ressources en irrigation agricole, selon la fiche technique du projet. Ces opérations visent à prévenir les risques d'inondations et à améliorer les systèmes de collecte et de traitement des eaux pluviales au niveau des quartiers d'habitat de la ville d'Aïn Sefra, a indiqué la direction des Ressources en eau de la wilaya.

APS

Retour sur le blackout de la péninsule ibérique le 28 avril 2025

Quelles leçons pour la sécurité électrique européenne du « Blackout » en Espagne/Portugal en 2025?

Par Claude Crampes (*)

Les pays qui se veulent vertueux sur le plan environnemental se tournent de plus en plus vers l'électricité (verte) comme moyen de satisfaire la plupart des besoins en énergie. Ce n'est pas sans risque puisque, en étant tous connectés à un réseau commun, chacun de nous peut être affecté par des incidents ou des fausses manœuvres en divers points du réseau. Garantir la fiabilité du système électrique est donc une nécessité dans les économies modernes. En quoi les leçons tirées de la grande panne survenue en Espagne et au Portugal le 28 avril 2025 nous permettent-elles d'améliorer la sécurité de nos systèmes électriques ?

Les faits et leur(s) interprétation(s)

Depuis le blackout du 28 avril 2025, les experts du réseau pour la coopération des opérateurs des systèmes de transmission de 36 pays européens (ENTSO-E) ont collecté auprès des producteurs, transporteurs, distributeurs et gestionnaires des systèmes électriques concernés toutes les informations susceptibles d'expliquer l'enchaînement des événements qui ont provoqué cette panne gigantesque.

Le premier rapport, paru le 3 octobre 2025, est purement descriptif. Son but est de « fournir un compte rendu technique et objectif de l'incident, basé sur des preuves factuelles » et non « d'attribuer la responsabilité à une partie quelconque ». Il présente l'intérêt de rappeler que, compte tenu de la vitesse de déplacement de l'énergie électrique, les incidents en un point du réseau entraînent des conséquences quasi instantanées pour tous les producteurs et consommateurs connectés dans la zone concernée et, avec un délai court, pour ceux des zones interconnectées. Les gestionnaires de réseau disposent bien sûr d'équipements et de procédures pour réduire les effets négatifs de ces incidents, les plus simples consistant à diminuer les livraisons à certains demandeurs et/ou à accroître l'injection d'énergie par des centrales déjà actives. Mais ces adaptations marginales peuvent se révéler insuffisantes et, pour limiter la propagation des défaillances, il peut être nécessaire de déconnecter certains sous-réseaux et/ou les liaisons internationales. Ainsi, l'Espagne et le Portugal ont été déconnectés du reste de l'Europe.

Pour autant, on se doute que si le blackout du 28 avril 2025 a eu l'ampleur observée dans la Péninsule ibérique, c'est que les solutions évoquées ci-dessus n'ont pas été apportées dans les délais voulus, voire qu'elles se sont révélées inadaptées au problème posé. De fait, dans son rapport final du 20 mars



2026 l'ENTSO-E met en avant « une combinaison de nombreux facteurs interdépendants, notamment les oscillations, les lacunes dans la gestion de la tension et de l'énergie réactive, les différences dans les pratiques de régulation

Principes économiques et contraintes électriques

Les rédacteurs de ce billet ne sont pas des ingénieurs. Au-delà de toutes les explications techniques qui jalonnent les 472 pages du rapport, leur attention a plutôt été attirée par une remarque figurant dans le communiqué du 20 mars demandant à ce que les aménagements apportés au système électrique ibérique soient réalisés « en veillant à ce que les mécanismes de marché, les cadres réglementaires et les politiques énergétiques restent adaptés aux limites physiques du système ». Ce rappel de la tyrannie des lois de la physique n'est pas anodin dans un monde où les promesses et attaques politiques concernant les énergies font la une des médias et sont relayées sur les réseaux sociaux. L'organisation actuelle du système électrique européen est un compromis entre centralisation et économie de marché. Pour en comprendre le mécanisme, il faut rappeler que l'énergie électrique, à ce jour, n'est stockable qu'à très petite échelle par rapport aux besoins des économies modernes (et après transformation provisoire en une autre forme d'énergie, par exemple chimique, thermique ou potentielle dans des stations de transfert d'énergie par pompage), de sorte qu'il faut assurer en permanence l'égalité entre quantités injectées et quantités soutirées. A la suite du mouvement général en faveur de l'introduction de mécanismes concurrentiels dans toutes les industries de réseau à la fin du siècle passé, on sépara les activités de marché (production et vente) des activités de réseau dont les caractéristiques de monopole naturel s'accommodent mal d'une multiplicité d'acteurs. Pour la partie concurrence dans la pro-

duction d'électricité, on s'en est tenu au principe de la « plaque de cuivre » : un marché unique sur lequel tous les producteurs et acheteurs en gros soumettent des enchères, sur un pied d'égalité, quel que soit leur lieu d'injection ou de soutirage. A partir de ces soumissions, dans la limite des interconnexions entre les différents pays, le logiciel du marché calcule le prix d'équilibre et les quantités que chaque enchérisseur devra injecter ou soutirer. Mais il reste à vérifier que le réseau peut supporter les flux d'énergie qui découlent de ce brouillon de dispatching. C'est la tâche du gestionnaire du système, le plus souvent le gestionnaire du réseau de transport. Si les flux sont incompatibles avec les caractéristiques techniques des lignes et transformateurs, le gestionnaire du réseau organise un « redispatching », augmentant ou diminuant les injections ou prélèvements en tel ou tel nœud du réseau, ce qui induira des transferts monétaires entre agents rejetés et agents appelés (sur les coûts du redispatching en Espagne). Cette séparation présente des « avantages citoyens » puisque tout le monde est initialement placé sur un pied d'égalité et qu'on entretient ainsi le mythe du grand marché unique. Mais elle a des inconvénients. La séquentialité complique les opérations en temps réel et elle déresponsabilise les acheteurs et les vendeurs. Avec cette organisation, on oublie que le prix d'un bien dépend non seulement de ses caractéristiques, de sa date de disponibilité et de l'état de la nature dans lequel il est disponible, mais aussi du lieu où il est disponible, donc de la congestion des lignes. D'autres modèles d'organisation existent. Par exemple, dans le nord-est des USA, le système électrique Pennsylvania-New Jersey-Maryland (PJM) calcule et publie toutes les cinq minutes des prix nœuds, c'est-à-dire les prix qui prévalent en plusieurs centaines de nœuds du réseau. Cette information permet aux producteurs et consommateurs d'apprécier les indicateurs locaux de rareté de l'électricité, mais alimente aussi les

choix des candidats à la connexion quant au meilleur site d'implantation et les projets des investisseurs en infrastructure pour déterminer les nœuds à connecter en priorité. Sans aller jusqu'à suggérer le recours aux prix nœuds, en appliquant les recommandations pour la péninsule ibérique contenues dans le chapitre 9 du rapport ENTSO-E, on peut raisonnablement espérer réduire les risques d'une grande panne. Mais, compte tenu de la complexité des systèmes électriques, on ne les fera pas totalement disparaître. Mark Twain écrivait « La catastrophe qui finit par arriver n'est jamais celle à laquelle on s'est préparé. » Dans sa version moderne, cette proposition s'annonce « Tout ce qui est susceptible d'aller mal ira mal » (loi de Murphy). C'est avec cette logique que les dispositifs de crise doivent être pensés. Il sera donc prudent de garder en réserve quelques billets et pièces de monnaie pour les périodes où les systèmes de paiement seront en panne, des bougies et des allumettes pour les heures où l'éclairage électrique fera défaut, et de rester suffisamment en forme pour marcher et monter les escaliers pendant les épisodes où la signalisation routière et les ascenseurs ne seront plus alimentés. de la tension, les baisses rapides de puissance et la déconnexion de générateurs en Espagne, ainsi que les capacités de stabilisation inégales ». Pour faire simple, personne n'est pleinement responsable et tout le monde l'est un peu. Les défaillances techniques constatées (oscillations, fluctuations de la tension, mauvaise gestion de l'énergie réactive, déconnexions automatiques inopportunes) n'ont pas pu être corrigées par la mise en œuvre des protocoles prévus à cet effet. On peut donc s'interroger sur leur pleine efficacité.

(*) TSE, Université Toulouse Capitole et Mathias Laffont, Union Française de l'Electricité
Source: La Tribune.fr; publié le 09/04/2026

POUR CRÉER PLUS D'EMPLOIS
La Mauritanie veut dynamiser les PME

Face à un chômage des jeunes élevé et à la prédominance de l'informel, la Mauritanie intensifie son soutien aux PME afin de structurer l'économie, stimuler la croissance et favoriser la création d'emplois durables à plus grande échelle. Le gouvernement mauritanien a annoncé vouloir soutenir les PME pour créer plus d'emplois. Dans ce cadre, le pays a ouvert, jeudi 2 avril, un guichet d'entrepreneuriat à Nouakchott. Le ministre de l'Autonomisation des Jeunes, de l'Emploi, des Sports et du Service civique, Mohamed Abdallahi Ould Louly, et son homologue des Affaires économiques et du Développement, Abdallahy Souleimane Cheikh Sidiya, ont présidé la cérémonie d'inauguration. Ce guichet relève de l'Agence nationale pour l'emploi (Techghil). Il facilite l'accès des PME au financement. Il oriente les entrepreneurs et les aide à constituer leurs dossiers. Trois accords ont été signés. Ils visent à financer 1000 entreprises, à faciliter l'accès au crédit bancaire et à soutenir la formation spécialisée. D'après l'Agence mauritanienne de presse, le dispositif se déploie de manière concrète. Le guichet offre un accompagnement direct aux porteurs de projets. Il vise à renforcer leurs capacités techniques et financières. Le ministre a souligné le rôle central des PME. « Les PME représentent jusqu'à 80 % des emplois dans les économies en développement », a-t-il déclaré. Le programme s'inscrit dans une vision plus large d'autonomisation des jeunes et de développement économique. Il cible prioritairement les initiatives locales. Cette initiative intervient alors que l'écosystème des PME en Mauritanie reste fragile. Selon un rapport de la Banque mondiale, en 2025, plus de 90 % de l'emploi est informel, ce qui limite la productivité et la formalisation des entreprises. Le chômage des jeunes (15-24 ans) a atteint 22,92 % la même année. Selon Afrobarometer, près de la moitié (47 %) des jeunes de 18 à 35 ans n'ont pas d'emploi, mais en recherchent un activement. Ce taux dépasse légèrement la moyenne nationale (44 %). Le taux de NEET (jeunes sans emploi, ni éducation, ni formation) s'élève à 44,1 %.

R.I.

ÉGYPTE

Le Caire vise des recettes d'exportation alimentaire de 14 milliards \$ en 2026 (+22 %)

En Afrique, l'Égypte figure parmi les principaux exportateurs de produits alimentaires avec l'Afrique du Sud et le Maroc. Dans le pays, le gouvernement poursuit les efforts pour pénétrer de nouveaux marchés et améliorer les performances de l'industrie agroalimentaire à l'export.

Synthèse Rédaction Internationale

L'Égypte compte générer 14 milliards \$ de recettes grâce à ses exportations de produits agricoles et alimentaires en 2026. C'est ce que rapportent les médias locaux le lundi 6 avril, citant Alaa Farouk (photo), ministre de l'Agriculture. Cette prévision, si elle se réalise, signerait une progression de 21,73 % par rapport aux 11,5 milliards \$ engrangés par l'industrie agroalimentaire l'année précédente. Si les raisons expliquant ces perspectives optimistes pour 2026 ne sont pas révélées, on sait que depuis le début de l'année, Le Caire intensifie ses efforts pour élargir la présence internationale de ses produits agricoles, dans une logique

de diversification des débouchés à l'export. Le 1er janvier dernier, le gouvernement égyptien a annoncé avoir obtenu le feu vert de la République dominicaine pour expédier des agrumes (oranges, citrons, mandarines) à destination du pays des Caraïbes. Le 9 mars, c'est l'accès au marché du Panama, pays d'Amérique latine, que la filière agrumes a obtenu. Durant ce même mois, le ministère de l'Agriculture a dévoilé le 14 mars une stratégie visant à renforcer l'accès des exportations agricoles égyptiennes aux marchés des pays du Golfe, en l'occurrence les Émirats arabes unis, le Qatar, le Koweït et Bahreïn. Plus récemment, le 3 avril, c'est l'ouverture du marché de l'oignon et de l'ail en

Uruguay qui a été annoncée pour les exportateurs égyptiens. Cette quête continue de nouveaux débouchés pour l'industrie agroalimentaire intervient alors que l'Administration centrale de la quarantaine agricole a déclaré avoir obtenu l'accès à 25 nouveaux marchés d'exportation en 2025 pour les exportateurs égyptiens de produits agroalimentaires. Plus largement, l'enjeu pour l'Égypte d'augmenter ses recettes d'exportations agricoles est aussi de réduire le déficit de sa balance commerciale alimentaire. Le pays des pharaons s'impose en effet comme le principal importateur africain de produits alimentaires. D'après la CNUCED, la facture de ses achats s'élevait déjà à 16,42 milliards \$ en moyenne par an entre 2021 et 2023.

TUNISIE

Forte baisse des investissements depuis 2023

Intervenant dans le cadre de l'émission "Ecomag" sur radio Express FM, le professeur d'économie Ridha Chkoundali a affirmé que la stabilité politique est un facteur crucial pour améliorer la notation souveraine et renforcer le climat des affaires, notamment en ce qui concerne l'attractivité des investissements. Il a expliqué que le premier mandat du président Kaïs Saïed a été marqué par un manque d'harmonie entre les trois pouvoirs de l'État, sur fond de fortes tensions politiques qui ont empêché l'instauration de la stabilité nécessaire. Selon lui, cela ne saurait être considéré comme un indicateur positif pour évaluer la performance économique. A cet effet, il a ajouté que le monde connaît de profondes transformations économiques et géopolitiques en raison de la

guerre avec l'Iran et de ses répercussions sur l'économie mondiale, y compris en Tunisie. Ridha Chkoundali a souligné que l'économie tunisienne repose sur quatre secteurs fragiles : l'agriculture, les transferts de fonds des Tunisiens de l'étranger, le tourisme et les investissements directs étrangers. Il a mis en garde contre les conséquences de ces développements, en particulier sur le climat des investissements. Et de souligner la forte baisse des investissements depuis 2023, notant que ce manque d'investissement a un impact négatif sur d'autres indicateurs économiques, à l'instar de la création de richesse, la croissance, l'emploi et le pouvoir d'achat. Le professeur d'économie a expliqué que le ratio investissement/PIB est passé de 26 % en 2010 à 17 % en 2022, avant de chuter significativement à 8 %

en 2023. Dans la même veine, Ridha Chkoundali a également mis en lumière le recul important de la Tunisie dans le classement de l'Indice de liberté économique de la Heritage Foundation, où elle occupait la 156e place sur 184 pays en 2026, la classant ainsi parmi les pays « économiquement restreints ». Ce déclin, selon lui, est dû à une intervention croissante de l'État, à une faible protection des droits de propriété et à un durcissement des restrictions sur les investissements. Par ailleurs, il a soutenu que cette tendance à la baisse des investissements s'est maintenue à travers différentes phases politiques, l'attribuant à plusieurs facteurs, notamment la détérioration du climat des affaires, la baisse de la confiance des investisseurs, la complexité des procédures admi-

nistratives, l'expansion de l'économie informelle et le recours à des approches punitives pour lutter contre la corruption au détriment de réformes structurelles. De plus, Ridha Chkoundali a également souligné que la multiplication des nouvelles lois et procédures, telles que celles relatives aux chèques et à la facturation électronique, a contribué à accroître la pression sur les acteurs économiques. Et de conclure en appelant la Présidence et le Gouvernement à mettre en place une cellule de crise chargée de suivre l'évolution de la situation au Moyen-Orient et d'élaborer une vision économique prospective, ainsi que des scénarios pour faire face aux répercussions potentielles dans le cadre d'une loi de finances rectificative d'urgence.

R I/Agence

LIBYE

La production pétrolière atteint son plus haut niveau en plus d'une décennie

Malgré un contexte politique fragile marqué par la présence de deux exécutifs qui se disputent le pouvoir, la Libye s'efforce d'accroître sa production d'or noir qui constitue la principale source de recettes budgétaires. La production pétrolière de la Libye a atteint environ 1,43 million de barils par jour (b/j), soit le niveau le plus élevé enregistré depuis plus d'une décennie, a annoncé le président du conseil d'administration de la Compagnie nationale libyenne du pétrole (NOC), Masoud Suleman, M.Suleman a également souligné, lors d'une rencontre avec le chef de gouvernement d'union nationale, Abdelhamid Debeibah, que les recettes issues des ventes de pétrole ont dépassé les 2 milliards de dollars au mois de février der-

nier, et avaient été intégralement transférées au Trésor public sans aucune déduction, une première depuis des années. Il a par ailleurs indiqué que l'approvisionnement du marché local en carburants reste stable malgré les répercussions de la guerre au Moyen-Orient. La Libye possède les plus grandes réserves de pétrole prouvées en Afrique (48 milliards de barils), mais sa production de brut a été largement perturbée par le chaos consécutif à la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011. A ce jour, ce pays d'Afrique du Nord compte deux autorités rivales : le gouvernement d'union nationale (GNU) libyen basé à Tripoli et reconnu par la communauté internationale, et un exécutif parallèle basé à Benghazi et acquis au chef de guerre Khalifa Haftar qui

contrôle de larges pans du territoire libyen et dispose du soutien de plusieurs puissances étrangères, dont la Russie. Le gouvernement basé à Tripoli avait adopté, début 2025, un plan de relance du secteur des hydrocarbures, soutenu par des investissements évalués à entre 3 et 4 milliards de dollars. Dans ce cadre, le groupe italien ENI a repris début octobre 2025 des travaux d'exploration offshore au large des côtes nord-ouest du pays, tandis que le géant pétrolier algérien Sonatrach a repris durant le même mois ses forages d'exploration d'hydrocarbures dans le bassin de Ghadamès, près de la frontière algéro-libyenne. Parallèlement, les autorités ont engagé des consultations avec des majors pétrolières, dont ExxonMobil et Chevron, pour le développement de nouveaux blocs et l'optimisation de cer-

tains champs en production. En février dernier, le pays a attribué plusieurs blocs pétroliers à des compagnies étrangères pour la première fois depuis plus de 17 ans, à l'issue d'un appel d'offres international, une initiative considérée par les analystes comme un signal de réouverture aux investissements étrangers. La Libye, qui « vise une production à moyen terme de deux millions » selon la NOC, prévoit un deuxième cycle d'octroi de licences pétrolières après l'intérêt manifesté par plusieurs multinationales pour le dernier cycle. D'après la fiche pays Coface 2024, les hydrocarbures représentent environ 60 % du PIB, 90% des recettes budgétaires et 95 % de la valeur des exportations du pays.

Agence

TANZANIE

Dodoma ambitionne de tripler sa production de riz paddy d’ici à 2030

En Tanzanie, le riz est la deuxième céréale cultivée après le maïs. Déjà autosuffisant dans cette denrée, le pays cherche à augmenter la productivité pour développer le commerce intrarégional de la céréale.

R I/agence

En Tanzanie, le gouvernement veut porter la production locale de riz paddy à 8 millions de tonnes par an d’ici à 2030. C’est ce qu’a annoncé Peter Msoffe, Secrétaire permanent adjoint au ministère de l’Agriculture, chargé du développement des cultures et de la sécurité alimentaire, dans des propos relayés par les médias locaux le 4 avril dernier. Cette projection, si elle se réalise, marquerait un niveau trois fois plus élevé que la production de 2,6 millions de tonnes enregistrée au terme de la campagne agricole de 2024/2025. Si aucune stratégie de développement n’est encore annoncée, l’atteinte de ces objectifs implique la levée de certains obstacles structurels qui empêchent encore la filière tanzanienne de réaliser son plein potentiel. Selon les données officielles, le rendement moyen du riz paddy en Tanzanie est estimé à 3,2 tonnes par hectare, soit un niveau

presque deux fois plus bas que le potentiel réalisable évalué à 6 tonnes par hectare. Plusieurs pistes peuvent être explorées pour combler cet écart de rendement. Selon les autorités, il ne suffira pas d’étendre les surfaces cultivées, il faudra également opérer un changement radical dans la qualité des intrants, notamment en adoptant des variétés de semences résistantes à la sécheresse, en améliorant la gestion de l’eau et en généralisant l’utilisation des technologies d’agriculture de précision. Le renforcement de la mécanisation agricole et de la gestion des pertes post-récolte a également été évoqué.

Des intérêts sur le segment de l’exportation

La Tanzanie est autosuffisante en riz usiné depuis plusieurs années et exporte son surplus de production dans la sous-région est-africaine. Les données compilées par le ministère de l’Agriculture montrent par exemple que la production locale de riz usiné

s’est élevée en moyenne à 2,43 millions de tonnes par an entre les campagnes 2019/2020 et 2023/2024. Sur la même période, les besoins du marché intérieur étaient évalués à près de 1,2 million de tonnes par an. Dans ce contexte, l’enjeu d’augmenter la production locale sera d’accroître le volume du surplus exportable, principalement à destination des pays de la sous-région est-africaine. Il faut noter que les exportations tanzaniennes de riz usiné sont irrégulières ces dernières années. Selon les données compilées sur la plateforme Trade Map, le pays d’Afrique de l’Est a exporté près de 387 066 tonnes de riz usiné en moyenne par an entre 2020 et 2024, avec un pic de 622 422 tonnes enregistré en 2022. Sur la même période, les recettes générées par ces exportations se sont élevées à près de 191 millions \$ par an. Parmi les principales destinations figurent notamment l’Ouganda, le Kenya, le Rwanda et la RDC.

NIGERIA

Un nouveau projet de PowerGen renforce la transition vers le solaire industriel

Alors que les installations solaires ont progressé de 54 % en 2025 sur le continent, selon le Global Solar Council, la croissance de cette énergie repose sur les solutions décentralisées au Nigeria, notamment dans l’industrie, où les projets se multiplient avec l’implication des développeurs privés. Au Nigeria, l’industrie du plastique se met au vert avec une centrale solaire de 1,8 MWp pour alimenter production et recyclage. L’initiative, annoncée dans un communiqué publié sur LinkedIn le jeudi 9 avril, est le fruit d’un partenariat entre PowerGen Renewable Energy, développeur spécialisé, et Noclink Ventures. Elle devrait couvrir les besoins énergétiques de ses activités de production de cette dernière.

Un pas de plus vers l’expansion

L’accord prévoit notamment une usine de recyclage qui transforme les déchets en biens de consommation, avec pour ambition de « réduire les coûts énergétiques », selon le com-

munié. Ce projet s’inscrit dans une stratégie d’expansion de PowerGen qui, en 2025, avait lancé une plateforme visant à déployer 120 MW d’énergies renouvelables en Afrique subsaharienne, avec des solutions intégrant le stockage. Soutenue par PIDG, ElectriFi, le fonds danois IFU et la Banque africaine de développement, cette initiative, dont la première phase visait à réduire les coûts énergétiques de 7 000 entreprises, ciblait notamment les clients commerciaux et industriels au Nigeria.

Vers l’essor du solaire industriel au Nigeria

Le positionnement de PowerGen intervient alors que le marché solaire nigérian connaît une forte accélération. Selon le rapport « Africa Market Outlook 2026–2029 » du Global Solar Council, le pays a installé 803 MW de capacités solaires en 2025, portant son parc total à près de 1,19 GW. Les systèmes décentralisés représentent environ 96 % de ces installations, un chiffre qui s’explique par les fai-

bles du réseau national et le coût élevé des générateurs diesel. Plusieurs projets récents confirment cette orientation. En avril 2025, Husk Power a annoncé le déploiement d’une centrale solaire de 1,3 MWp avec 860 kWh de stockage pour le riziculteur Olam Agri dans l’État de Nasarawa, dans le cadre d’un contrat de long terme. En janvier 2026, Empower New Energy a mis en service une centrale solaire de 1 MWp avec 2,15 MWh de stockage pour une usine à Kano, afin de sécuriser son approvisionnement électrique. Selon la Banque mondiale, environ 86,8 millions de Nigériens n’avaient pas accès à l’électricité en 2023, faisant du pays celui qui compte le plus grand nombre de personnes non électrifiées au monde. Dans ce contexte où l’approvisionnement énergétique est limité par les contraintes du réseau et le diesel est trop coûteux et polluant, les technologies solaires décentralisées s’imposent progressivement comme une solution viable pour les acteurs commerciaux et industriels.

Agence

CÔTE D’IVOIRE

Le canadien Thor prévoit 10 millions USD dans l’exploration d’or en 2026

Entre nouvelles mines en développement et projets avancés, la Côte d’Ivoire poursuit sa montée en puissance dans le secteur aurifère ouest-africain. Portée par un marché de l’or haussier, cette dynamique incite les acteurs à accélérer leurs investissements dans le pays. La junior minière canadienne Thor Explorations prévoit d’investir entre 8 et 10 millions USD dans l’exploration aurifère en Côte d’Ivoire en 2026. L’objectif affiché est de faire progresser son portefeuille d’actifs, en particulier les prospectus Guitry et Marahui, qui ont récemment fait l’objet de premiers programmes d’exploration.

Déjà active sur la mine d’or Segilola au Nigeria et le projet aurifère avancé Douta au Sénégal, Thor renforce, depuis 2024, sa présence dans le secteur aurifère ivoirien. L’enveloppe annoncée pour 2026 marque une nette progression par rapport à 2025, où la société prévoyait jusqu’à 7,5 millions USD pour ses activités de prospection au Sénégal et en Côte d’Ivoire. Outre Guitry et Marahui, son portefeuille ivoirien comprend également les projets Boundiali et Loudiba. « En Côte d’Ivoire, les forages ont repris à Guitry et un premier programme de forage a été lancé sur notre permis Marahui. Nous sommes impa-

tients de publier nos premiers résultats au cours du premier trimestre 2026 », a déclaré le PDG de Thor, Segun Lawson, à propos des activités en cours en Côte d’Ivoire. À travers ces investissements, Thor cherche à ouvrir de nouvelles perspectives de croissance, notamment via la découverte de gisements sur ses différents permis. Si cette étape reste à franchir, cette stratégie s’inscrit dans un contexte favorable pour la Côte d’Ivoire identifiée par S&P Global Market Intelligence comme la juridiction africaine ayant attiré le plus d’investissements dans l’exploration minière l’an dernier. Cette dynamique in-

tervient aussi dans un environnement de prix de l’or haussier, le métal ayant progressé de plus de 60 % sur l’ensemble de l’année. Les prochaines publications d’exploration de Thor seront déterminantes pour évaluer le potentiel de ses actifs ivoiriens. Si la société n’a pas précisé les modalités de financement de ce programme, elle indique disposer d’une trésorerie de 137 millions USD à fin 2025. Par ailleurs, d’autres juniors poursuivent leurs activités dans l’or ivoirien, notamment Many Peaks Minerals (projet Ferké) et Kobo Resources (projet Kossou).

Agence

MALI

Un budget de 289 millions \$ pour la campagne agricole de 2026/2027 (+2 %)

À Mali, le secteur agricole contribue à hauteur de 33 % au PIB. L’appui du gouvernement pour accompagner les agriculteurs durant chaque nouvelle campagne agricole est déterminant pour la réalisation des objectifs de production et la résilience du secteur face aux défis climatiques et agromonomiques. 164,4 milliards de francs CFA. C’est le budget prévisionnel alloué par le gouvernement en soutien à la campagne agricole 2026/2027. L’annonce a été faite au cours de la 16ème session du Comité Exécutif National de l’Agriculture (CENA), qui s’est tenue le 2 avril dernier à Bamako. Cette enveloppe est en hausse de 2 % par rapport au budget dédié à la campagne précédente. Selon les autorités, cet appui permettra de soutenir les efforts de production agricole des filières stratégiques pour la sécurité alimentaire et l’économie.

Une relance attendue de la filière coton

Deuxième produit d’exportation du Mali après l’or, le coton pèse lourd dans la balance commerciale malienne. Pour le compte de la campagne de 2026/2027, Bamako espère porter sa production de coton graine à 598 500 tonnes. Cette projection, si elle se réalise, signerait une croissance de près de 38 % par rapport à la campagne précédente (433 700 tonnes). Si les détails concernant l’appui destiné à cette filière ne sont pas connus, on sait que la Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles (CMDT) a annoncé en mars dernier son intention d’augmenter la superficie consacrée à la culture de la fibre de 50 % pour la porter à 630 000 hectares. Cet objectif implique une augmentation des volumes d’intrants (engrais, pesticides et insecticides) généralement subventionnés par le gouvernement. Selon les informations relayées par les médias locaux, les attaques d’insectes ravageurs constituent le principal défi qui inquiète les producteurs. « L’aide dont nous avons le plus besoin actuellement est celle qui permettra de protéger nos cultures. Si les dégâts enregistrés les années précédentes se répètent, ce sera un coup dur pour la filière coton », rapporte par exemple le média local Studio Tamani le 3 avril dernier citant Sékou Coulibaly, cotonculteur dans la commune de Ngoutjina.

R I.

GRÂCE AUX NOUVEAUX ESPOIRS SUSCITÉS PAR LE MOYEN-ORIENT

Les marchés boursiers se redressent

L'indice MSCI des actions mondiales a légèrement progressé jeudi, tandis que le dollar a perdu du terrain et que la hausse du pétrole s'est réduite, après qu'Israël a cherché à engager des pourparlers de paix avec le Liban et que les espoirs d'une trêve fragile dans le Golfe ont été ravivés .

L'optimisme des investisseurs quant aux perspectives de paix au Moyen-Orient est revenu en fin de matinée aux États-Unis lorsque le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a déclaré qu'il souhaitait qu'Israël entame des pourparlers de paix avec le Liban qui incluraient également le désarmement du Hezbollah, qui est lié à l'Iran. Cette annonce a permis de dissiper l'inquiétude des marchés au lendemain d'un bombardement israélien sur le Liban qui a fait plus de 300 morts et a semblé mettre en péril le processus de paix américano-iranien de Donald Trump . L'Iran avait indiqué que le Liban devrait faire partie du cessez-le-feu annoncé mardi soir. Les frappes israéliennes et les rares signes d'ouverture du détroit d'Ormuz, une voie d'acheminement du pétrole essentielle, ont fait grimper en flèche les prix du pétrole plus tôt dans la journée de jeudi.

Mais le brut américain CLc1 s'est établi en hausse de 3,66%, soit 3,46 dollars, à 97,89 dollars le baril, bien en dessous du pic de 102,70 dollars pour la journée, et le Brent

LCOc1 , après avoir augmenté plus tôt à 99,50 dollars, s'est établi pour la journée à 95,92 dollars le baril, en hausse de 1,23%, soit 1,17 dollars.

Les gains des actions américaines ont toutefois été relativement modestes par rapport à la hausse de plus de 2 % enregistrée mercredi, les investisseurs considérant toujours le cessez-le-feu comme fragile. Mona Mahajan, responsable de la stratégie d'investissement et de l'allocation d'actifs chez Edward Jones à New York, a déclaré qu'elle s'attendait à des "chocs en cours de route avant que nous n'atteignons un état de réconciliation réellement significatif et stable". "Mais ce à quoi les marchés réagissent vraiment, c'est à l'idée que le pire scénario n'est plus d'actualité. On craignait vraiment que, si la situation s'aggravait, les prix du pétrole puissent rester significativement au-dessus de 100 dollars

pendant une période prolongée", a déclaré Mahajan. "Les marchés estiment que l'on se dirige vers une réconciliation, une sorte d'accord de paix, et notamment pas dans la mauvaise direction de l'escalade." A Wall Street, le Dow Jones Industrial Average .DJI a augmenté de 275,88 points, soit 0,58%, à 48 185,80, le S&P 500 .SPX a augmenté de 41,85 points, soit 0,62%, à 6 824,66, et le Nasdaq Composite .IXIC a augmenté de 187,42 points, soit 0,83%, à 22 822,42. L'indice MSCI des valeurs mondiales .MIWD00000PUS a progressé de 2,11 points, soit 0,20%, à 1 033,16. Plus tôt, l'indice paneuropéen STOXX 600 .STOXX avait clôturé en baisse de 0,15%.

Les marchés asiatiques ont reflété la nervosité de la nuit, avec le Nikkei .N225 du Japon en baisse de 0,7% après avoir bondi de plus de 5% mercredi. La Corée du Sud .KS11 a chuté de 1,6%, après un bond de 6,8% lors de la séance précédente, et l'indice MSCI le plus large des actions de l'Asie-Pacifique hors Japon .MIAPJ0000PUS a reculé de 0,7% après le rallye de 5% de mercredi.

Les actifs se retournent sur les espoirs du Moyen-Orient

Les bons du Trésor américain ont été mitigés, le rendement des obligations américaines de référence à 10 ans US10YT=RR ayant baissé de 0,2 point de base à 4,289%, contre 4,291% mercredi en fin de journée, tandis que le rendement des obligations à 30 ans US30YT=RR a augmenté de 0,8 point de base à 4,8938%. Le rendement de l'obligation à deux ans US2YT=RR , qui évolue généralement en fonction des prévisions de taux d'intérêt de la Réserve fédérale, a baissé de 0,9 point de base à 3,785%, contre 3,794% mercredi soir. Sur le marché des changes , l'indice du dollar =USD , qui mesure le billet vert par rapport à un panier de devises comprenant le yen et l'euro, a

baissé de 0,23% à 98,83, l'euro EUR= étant en hausse de 0,3% à 1,1697 dollar. Face au yen japonais JPY= , le dollar s'est renforcé de 0,34% à 159,12. Dans les métaux précieux , un dollar américain plus faible a apporté un soutien, tandis que les investisseurs évaluaient les perspectives de paix et attendaient des données clés sur l'inflation. L'or au comptant XAU= a augmenté de 1,12% à 4 769,23 dollars l'once, tandis que l'argent au comptant XAG= a augmenté de 2% à 75,60 dollars l'once. L'inflation est une préoccupation majeure pour les investisseurs qui attendent les

données de l'indice des prix à la consommation américain de mars (CPI), qui devrait refléter l'impact des prix du pétrole qui sont toujours nettement plus élevés que les niveaux d'avant-guerre. Ces données sont attendues vendredi avant l'ouverture du marché. "L'inflation, même si elle subira quelques chocs au cours des prochains mois, devrait continuer à évoluer dans la bonne direction jusqu'à la fin de l'année", a déclaré Mahajan.

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 06 Avril 2026
Valeur : 08 Avril 2026

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	132.8263	132.8413
1	EUR	EURO	153.5074	153.5513
1	GBP	POUND STERLING	175.9522	176.0187
100	JPY	JAPANESE YEN	83.2976	83.3331
1	CNY	CHINESE YUAN	19.2983	19.3016
1	CHF	SWISS FRANC	166.5325	166.6348
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	95.3938	95.4320
1	DKK	DANISH KRONE	20.5410	20.5503
1	SEK	SWEDISH KRONA	14.1156	14.1205
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	13.6481	13.6530
1	AED	UAE DIRHAM	36.1540	36.1729
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.3751	35.3866
1	KWD	KUWAITI DINAR	432.6590	432.8488
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.8778	45.3288
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.1638	14.1654
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.7175	20.8238
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3383	3.3487
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	180.5709	180.5709

POINT-MARCHÉS

L'Europe vue dans le vert, l'attention toujours fixée sur le Moyen-Orient

Les principales Bourses européennes sont attendues dans le vert vendredi à l'ouverture, les investisseurs s'interrogeant sur la pérennité du cessez-le-feu conclu cette semaine entre les États-Unis et l'Iran et restant prudents face aux fragiles espoirs de pourparlers de paix entre Israël et le Liban. D'après les premières indications disponibles, le CAC 40 parisien pourrait gagner 0,63% à l'ouverture. Les contrats à terme signalent une hausse de 0,69% pour le Dax à Francfort, de 0,22% pour le FTSE à Londres et de 0,65% pour l'Euro-Stoxx 50. Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu s'est dit jeudi disposé à ouvrir des négociations directes avec Beyrouth, au lendemain d'intenses bombardements de l'armée israélienne, qui ont fait plus de 300 morts au Liban et ont encore fragilisé le cessez-le-feu conclu entre les États-Unis et l'Iran.

Washington et Téhéran sont convenus mercredi d'une trêve pendant qu'ils négocient un éventuel terme à la guerre, déclenchée le 28 février par des frappes israélo-américaines. Rien n'indique toutefois que l'Iran se prépare à rouvrir le détroit d'Ormuz, de facto bloqué par Téhéran en réponse à la campagne de bombardements lancée par les États-Unis et Israël le 28 février. Les attaques israéliennes au Liban ont été citées comme motif. "Le cessez-le-feu entre les États-Unis et l'Iran a entraîné une forte reprise sur les marchés asiatiques, mais l'appétit pour le risque a été mis à l'épreuve hier", estime Rupal Agarwal, stratège quantitative pour l'Asie chez Bernstein à Singapour. "Nous pensons que cela pourrait marquer le début de la fin et offre aux investisseurs l'occasion de se concentrer sur les tendances et les fondamentaux d'avant-guerre", a-t-elle ajouté. "Nous recommandons de

réintégrer dans leurs portefeuilles certaines valeurs fortement malmenées".

LES VALEURS A SUIVRE : A WALL STREET

La Bourse de New York a fini en hausse jeudi, alors que le cessez-le-feu scellé entre les États-Unis et l'Iran ainsi que la tenue de négociations au Pakistan entre les deux camps, pour trouver une issue à leur guerre de six semaines, ont contribué à apaiser les craintes des investisseurs. L'indice Dow Jones a gagné 0,58%, ou 275,88 points, à 48.185,80 points. Le S&P-500, plus large, a pris 41,85 points, soit 0,62%, à 6.824,66 points. Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 187,42 points (0,83%) à 22.822,42 points.

EN ASIE

La Bourse de Tokyo progresse de 1,94%.

En Chine, l'indice composite de la Bourse de Shanghai progresse de 0,74% et le CSI 300 des grandes capitalisations avance de 1,47%. La Bourse de Hong Kong {/.HSI;PCTCHNG} avance de 0,6%. Les prix à la production en Chine ont progressé en mars pour la première fois depuis plus de trois ans, montrent des données officielles publiées vendredi, ce qui met en évidence une augmentation des pressions sur les coûts à l'importation liée à la crise au Moyen-Orient. "Le conflit au Moyen-Orient a mis fin de manière inattendue, mais plus tôt que prévu, à la déflation industrielle en Chine au mois de mars, malgré une situation globalement contrastée", ont indiqué les analystes de Citi dans une note.

TAUX / CHANGES

Le rendement des Treasuries à dix ans gagne 0,2 point de base à 4,2952%. Le deux ans avance de 0,8

point de base à 3,7910%. Le dollar s'apprêtait à enregistrer sa plus forte baisse hebdomadaire depuis janvier, tandis que les autres devises progressaient, portées par l'optimisme quant au maintien du cessez-le-feu dans le Golfe et à la reprise des expéditions de pétrole. Le dollar gagne 0,07% face à un panier de devises de référence. L'euro perd 0,07% à 1,1691 dollar.

PÉTROLE

Les cours du pétrole grimpent, sous l'effet de nouvelles inquiétudes concernant l'approvisionnement en provenance d'Arabie saoudite et alors que le trafic de pétroliers dans le détroit d'Ormuz, point stratégique, restait pratiquement à l'arrêt. Le Brent avance de 0,68% à 96,57 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) gagne 0,37% à 98,23 dollars.

Agence

LES INSCRIPTIONS AU CHÔMAGE AUGMENTENT ET LE REVENU DES AMÉRICAINS BAISSÉ

L'économie américaine rame

Les signes de fragilité se multiplient pour l'économie américaine, dont la croissance au quatrième trimestre vient de nouveau d'être revue à la baisse.

R I/Agence

Pluie de mauvaises nouvelles pour les États-Unis. L'économie américaine a enregistré au quatrième trimestre une croissance moins forte qu'initialement prévu, selon les données définitives publiées jeudi par le département du Commerce. Le produit intérieur brut (PIB) des États-Unis a progressé de seulement 0,5% sur la période allant d'octobre à décembre, contre une estimation précédente de 0,7%. La toute première estimation prévoyait même un chiffre de 1,4%... On en est aujourd'hui loin.

Du côté de l'emploi, les chiffres sont aussi décevants.

Les inscriptions au chômage ont augmenté outre-Atlantique lors de la semaine au 4 avril, à 219.000 contre 203.000 la semaine précédente, a annoncé le département du Travail. Les économistes attendaient en moyenne 210.000 inscriptions au chômage.

La moyenne mobile sur quatre semaines s'établit à 209.500 contre 208.000 la semaine précédente. Il faut toutefois noter que le taux de chômage a baissé en mars, passant de 4,4% à 4,3% et l'économie américain a créé 178.000 emplois le mois dernier en mars, alors que 133.000 avaient été détruits en février.



Le revenu réel des Américains baisse de 0,5%

Le nombre de personnes percevant régulièrement des indemnités s'est élevé à 1,794 million lors de la semaine au 28 mars (dernière semaine pour laquelle ces chiffres sont disponibles) contre 1,832 million la semaine précédente. Enfin, le revenu des Américains s'est replié de 0,1% sur un mois en février alors que les marchés l'attendaient en progression, selon des données officielles publiées jeudi. A l'échelle des États-Unis, les revenus personnels ont décliné de 18,2 milliards de dollars par rapport à janvier. Le revenu réel disponible (corrigé de l'in-

flation) a même reculé de 0,5% sur un mois. Le rapport du service statistique BEA l'explique principalement par une diminution des revenus issus des dividendes ainsi que par une baisse des aides sociales versées par le gouvernement. Ce rapport comprend l'indice d'inflation PCE. En février, les prix ont progressé de 2,8%, soit au même rythme qu'en janvier. Hors prix volatils de l'énergie et de l'alimentation, l'inflation a légèrement ralenti, à 3%. Mais ces données couvrent une période précédant le déclenchement de la guerre au Moyen-Orient, le 28 février, qui a déclenché notamment une envolée des prix du pétrole.

ESPAGNE

Forte hausse des achats dans l'immobilier haut de gamme par des Américains

Les achats de maisons en Espagne par des Américains ont augmenté de 3% l'année dernière, notamment dans le haut de gamme, les agents immobiliers expliquant en partie cette tendance par les inquiétudes nourries à l'égard de la politique de Donald Trump, notamment en matière d'immigration.

Sur un marché longtemps dominé par les Britanniques et les Européens du Nord, cherchant à s'installer sous des cieux plus cléments, les acheteurs américains ont fait une entrée remarquée au cours de la dernière décennie.

Les acheteurs étrangers ont représenté environ 19% de l'ensemble des achats immobiliers en Espagne en 2025, les Américains représentant 2% du total, selon les données publiées jeudi par le Conseil général des notaires espagnols.

Les Britanniques restent le groupe le plus important d'acheteurs étrangers, avec environ 8% du total. Mais leurs achats ont baissé de 16% au cours des six dernières années, contrastant avec le triplement des transactions réalisées par les acheteurs américains au cours de la même période.

Cette vague d'achats américains en Espagne intervient dans un contexte de discorde croissante entre Washington et Madrid sur fond de guerre en Iran. Le président du gouvernement espagnol, le socialiste Pedro Sanchez, est devenu l'un des critiques occidentaux les plus virulents de l'administration Trump, qualifiant d'illégal la guerre déclenchée par Washington contre l'Iran le 28 février. Fin mars, l'Espagne a fermé son espace aérien aux avions américains participant aux frappes contre l'Iran après avoir déjà refusé l'utilisation de ses bases dans le cadre de ce

conflit. Donald Trump avait alors déclaré que les États-Unis allaient mettre fin à tous leurs échanges commerciaux avec l'Espagne. Les experts immobiliers ont déclaré que l'Espagne exerçait un attrait particulier auprès des citoyens américains hispanophones d'origine latino-américaine. "De nombreux Américains ont récemment choisi de s'installer dans des villes comme Madrid ou Valence pour des raisons politiques", souligne Fernando Rodriguez de Acuna, directeur général de la société d'analyse immobilière Acuna, basée à Madrid.

Selon le promoteur immobilier GILMAR, les acheteurs américains sont devenus l'année dernière le premier groupe de clients étrangers dans la région très prisée de la Costa del Sol, dans le sud de l'Espagne, dépassant les Britanniques.

La vigueur du dollar a été un autre facteur favorisant les achats américains, et les analystes estiment que la demande sous-jacente devrait être suffisamment forte pour maintenir la tendance à la hausse même si la devise américaine devait s'affaiblir face à l'euro.

Agence

ISTANBUL

Une ville mondiale de plus en plus attractive

Portée par ses opportunités économiques, sa position géopolitique et ses transformations urbaines, Istanbul attire une nouvelle génération d'expatriés.

À première vue, le contexte turc pourrait surprendre. Entre inflation galopante, incertitudes économiques et tensions régionales, la Turquie ne semble pas être la destination la plus évidente pour une nouvelle vague d'expatriation.

Pourtant, à Istanbul, les profils internationaux sont de plus en plus nombreux à s'installer. Entrepreneurs russes et ukrainiens, investisseurs du Golfe, cadres européens, nomades digitaux, acteurs du monde culturel ou sportif, la diversité des arrivants interroge.

Istanbul, carrefour stratégique entre plusieurs mondes

Istanbul n'est pas une métropole comme les autres. Située à la jonction de l'Europe, du Moyen-Orient et de l'Asie centrale, elle occupe une position géographique unique. Un cadre historique qui est devenu stratégique dans un contexte mondial fragmenté. Pour des entrepreneurs ou investisseurs cherchant à accéder simultanément aux marchés européens, russo-phones et moyen-orientaux, Istanbul offre un point d'ancrage idéal. Les connexions aériennes régulières, la taille du marché intérieur turc, sa jeunesse et la présence d'un tissu indus-

trial diversifié renforcent cet attrait. Depuis 2022 notamment, l'arrivée d'entrepreneurs russes, notamment, a contribué à dynamiser certains secteurs, de la technologie à la restauration en passant par le commerce. Mais ce phénomène ne se limite pas à une seule nationalité. Des profils venus d'Iran, d'Ukraine, des pays du Golfe ou d'Europe occidentale explorent également les opportunités locales. Ce qui permet dès lors à la ville d'apparaître comme une plateforme de transition, parfois temporaire, parfois durable.

Un écosystème entrepreneurial accessible et en mouvement

Au-delà de sa position géographique,

c'est l'environnement économique qui joue un rôle clé.

La création d'entreprise reste relativement accessible, et certains secteurs notamment le numérique, le commerce international ou les services offrent des barrières à l'entrée plus faibles que dans plusieurs pays de l'Union européenne.

Les espaces de coworking se sont multipliés dans des quartiers d'affaires comme Levent, Maslak ou Ataşehir, lieux dynamiques et jeunes. Les cafés transformés en bureaux informels accueillent une population mobile et connectée. Les incubateurs et réseaux d'affaires internationaux facilitent les rencontres.

R.I/Agence

MACBOOK NEO

Cet ingénieux tour de passe-passe industriel pourrait se retourner contre Apple

Le succès commercial du MacBook Neo pourrait bientôt poser problème à Apple. En attendant, il place la firme devant un dilemme industriel majeur, qui pourrait contraindre la marque à réduire ses marges... ou à augmenter le prix de l'appareil. On vous explique pourquoi.

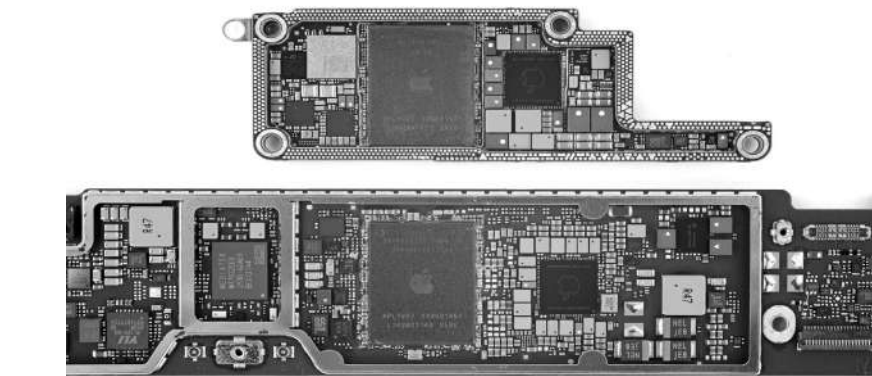
Le MacBook Neo est un carton. Moins d'un mois après son lancement, le petit ordinateur portable à prix contenu d'Apple fait recette, dépassant même allègrement les prévisions initiales du groupe. Tim Cook s'en est d'ailleurs récemment félicité, évoquant « la meilleure semaine de lancement jamais enregistrée auprès des nouveaux utilisateurs de Mac ». Une petite phrase qui confirme que l'appareil a pleinement atteint sa cible : les consommateurs qui auraient, sans lui, acheté un PC portable Windows abordable.

La botte secrète d'Apple : des puces « binned »

Pour parvenir à commercialiser un MacBook à moins de 700 euros, et atteindre ce public, Apple a toutefois fait plus que se livrer aux quelques arbitrages techniques évoqués en détail dans notre test du MacBook Neo. La marque a en effet exploité des puces A18 Pro déclassées, mises de côté car de qualité inférieure à celles utilisées il y a deux ans pour les iPhone 16 Pro. Ces puces, surnommées « binned » dans le jargon industriel, sont le résultat normal du procédé de fabrication des semi-conducteurs employé, dans le cas présent par TSMC, mais que l'on retrouve chez les autres fondeurs, comme Intel ou Samsung. Loin d'être une science exacte, la gravure des semi-conducteurs aboutit dans certains cas à des défauts de fabrication. Une puce peut ainsi sortir d'usine avec un ou plusieurs cœurs en moins que ce qui était normalement prévu. Ces dernières sont alors déclassées, parfois détruites, mais souvent réutilisées au sein d'une gamme de produits inférieure. Car après tout, elles restent la plupart du temps parfaitement fonctionnelles. Il leur manque simplement un petit quelque chose pour atteindre les spécifications techniques ou le standard de qualité initialement visé.

Le MacBook Neo se vend, en fait, presque « trop » bien

C'est exactement le cas des puces A18 Pro employées par le MacBook Neo. Fabriquées initialement pour l'iPhone 16 Pro, ces dernières sont sorties des usines de TSMC non pas avec les 6 cœurs GPU voulus pour l'ancien iPhone haut de gamme d'Apple... mais avec 5 cœurs GPU seulement. C'est la raison pour laquelle l'A18 Pro du MacBook Neo est légèrement moins performant sur le plan graphique que l'A18 Pro logé dans les anciens iPhone 16 Pro. Et c'est aussi pour cela que le MacBook Neo coûte peu cher à produire : Apple y installe des puces qui auraient autrement été mises au rebut. Pour forcer le trait, et le dire de manière très caricaturale, le MacBook Neo utilise en quelque sorte des « déchets de fabrica-



tion » de l'iPhone 16 Pro. Sauf que voilà, ces fameuses puces « binned », très utiles au bout du compte, viennent à manquer... car le MacBook Neo se vend trop bien.

Derrière le succès... un dilemme

Dans la dernière édition de sa newsletter Culpium, le journaliste Tim Culpan (ancien de chez Bloomberg basé à Taïwan) explique que le projet initial d'Apple était de faire fabriquer environ cinq à six millions d'unités du MacBook Neo... avant d'arrêter la production de ce premier modèle pour mieux travailler au lancement d'un nouveau modèle équipé cette fois de puces A19 Pro, « binned » là aussi. Une stratégie contrariée par le succès commercial du MacBook Neo. En l'état, la demande serait si forte qu'Apple pourrait manquer de puces A18 Pro pour équiper son actuel MacBook Neo... et ce avant que la deuxième génération de l'appareil ne soit prête à prendre le relais. Pour éviter de se heurter trop vite à des ruptures de stocks, Apple pourrait donc être contraint de prendre une décision qui nuirait à ses

marges : payer une prime substantielle à TSMC pour l'encourager à relancer la production de puces A18 Pro malgré la saturation complète de ses lignes de production N3E (3 nm). Tim Culpan explique qu'Apple réfléchirait alternativement à réaffecter une partie de sa production de puces prévue pour d'autres appareils, afin de relancer plus facilement la fabrication de SoC A18 Pro... qu'il castrerait après coup pour les limiter à 5 cœurs GPU. Cette approche éviterait d'engorger un peu plus encore les chaînes de production de TSMC, mais aurait pour conséquence de pénaliser la disponibilité d'autres appareils Apple. Un dilemme que la firme n'avait visiblement pas vu venir, signe que le succès d'un produit peut aussi conduire à des tracas. Dans tous les cas, le géant de Cupertino risque d'être contraint de rogner sur ses marges pour le MacBook Neo, ou d'augmenter son prix. La première piste semble toutefois privilégiée, ne serait-ce que pour continuer de positionner le petit Neo comme un redoutable produit d'appel vers l'environnement macOS et l'écosystème

Le réseau X se pare d'un tout nouvel éditeur photo (boosté par Grok)

Le réseau X déploie une mise à jour qui vient étoffer les possibilités offertes par son éditeur de photos, avec davantage de fonctionnalités, et une bonne dose d'IA (forcément). Il y a quelques jours, le réseau X introduisait une nouvelle fonction visant à accentuer la circulation de publications virales à l'international, quitte à s'imposer de manière parfois un peu insistante et intrusive dans le fil des utilisateurs, avec en prime une traduction automatique à la pertinence toute relative. Aujourd'hui, c'est la partie photo qui a droit à un petit boost (d'abord sur iOS).

Du nouveau pour la photo sur le réseau X

En effet, l'éditeur photo s'enrichit de fonctionnalités créatives destinées à élargir les possibilités offertes aux utilisateurs. Pour cela, il intègre notamment de nouveaux outils, permettant de personnaliser plus finement les images directement depuis la plateforme. Cette évolution s'inscrit dans une volonté d'offrir une expérience plus complète, à mi-chemin entre retouche rapide et création visuelle, afin de rendre les publications sur X plus agaçantes, sans pour autant nécessiter pour cela, du côté de l'utilisateur, de quelconques compétences particulières en édition.

Grok à l'honneur, et du floutage facile

Parmi les nouveautés, deux options propres à X sont à retenir. La première repose sur la désormais indispensable intelligence artificielle, avec un système d'édition guidé automatiquement par des instructions textuelles grâce au chatbot Grok. Dans l'exemple proposé par le géant américain, on peut apercevoir l'image d'une toile, avec le prompt suivant : « Expose cette peinture dans un musée ». L'IA s'exécute aussitôt, en proposant un rendu réaliste, conforme à la demande de l'utilisateur. La seconde propose de son côté un outil de floutage, pensé pour dissimuler très facilement certains éléments d'une image, renforçant notamment les usages liés à la confidentialité ou à la modération des contenus. Comme c'est le cas sur d'autres plateformes sociales, on peut également rédiger un texte à venir superposer aisément là où on le souhaite sur l'image. Cette nouvelle fonction d'édition de photos sur X est d'ores et déjà disponible sur iOS, a indiqué l'entreprise américaine, marquant une première étape dans le déploiement de cette mise à jour. Du côté d'Android, la plateforme précise que le déploiement interviendra « prochainement », mais sans calendrier précis à ce stade.

APRÈS LES CASSES DE CHAÎNE

Le moteur 1.5 BlueHDi de Stellantis touché par un problème de courroie de distribution

Rappel géant, garantie étendue et intégration à une plateforme d'indemnisation à titre rétroactif : en 2025, Stellantis a multiplié les mesures pour tenter de calmer la grogne de certains propriétaires de véhicules à moteur 1.5 BlueHDi, qui se plaignaient d'une chaîne trop fragile au niveau des arbres à cames. Mais aujourd'hui, ce quatre-cylindres diesel est à nouveau touché par une opération de retour en atelier, notamment lié à une possible perte d'alignement de la courroie de distribution sur des véhicules parfois très récents.

En 2025, le moteur 1.5 BlueHDi de Stellantis a été touché par l'une des plus importantes campagnes de rappel de l'année. Près d'un million de véhicules ont été convoqués en atelier pour le seul marché français. Le but de cette opération ? Vérifier si une petite chaîne chargée d'entraîner les arbres à cames avait besoin d'être changée. Des dizaines d'automobilistes se sont en effet plaints d'avoir rencontré des ruptures prématurées de cette pièce cruciale, avec des factures très élevées à la clé. Même si l'action collective en justice organisée autour de ce quatre-cylindres diesel n'a pas rencontré le succès escompté, Stellantis s'est senti obligé de réagir. La multinationale a également mis en place un programme de garantie allant jusqu'à dix ans pour ce problème, ainsi que des indemnisations à titre rétroactif via une plateforme numérique. Mais aujourd'hui, c'est pour de toutes autres raisons que la multinationale organise un autre rappel, à l'ampleur bien plus limitée. Au total, en France, 13 000 véhicules animés par ce 1.5 BlueHDi sont attendus au garage cette fois-ci. Ils peuvent porter un logo Citroën, DS, Fiat, Opel ou Peugeot.

Pour quelle raison le 1.5 BlueHDi est-il touché par un nouveau rappel ?

Cette nouvelle campagne est liée à un risque de glissement de la poulie de la pompe à eau. Cela pourrait entraîner un mauvais alignement de la courroie de distribution. Cette pièce n'avait jusqu'ici pas trop fait parler d'elle sur ce quatre-cylindres diesel, contrairement à celle du trois-cylindres essence 1.2 Puretech. Il est vrai qu'elle n'est ici pas immergée dans l'huile, une solution technique controversée qu'on a aussi retrouvée sur certains moteurs Ford, par exemple. Mais cette courroie reste essentielle pour que le moteur puisse tourner. Son décalage risque donc d'engendrer une perte de puissance, l'allumage d'un voyant, voire un arrêt soudain de la mécanique sans possibilité de redémarrer. En outre, le pignon de la poulie de pompe à eau est susceptible de se détacher au même moment et de tomber sur la chaussée. Cela fait partie des cas de figure imposant à un constructeur automobile d'organiser un rappel.

Un changement de pompe à eau gratuit

Pour Stellantis, ce défaut intervient en outre alors que l'entreprise multiplie les démarches pour tenter de retrouver la



confiance des acheteurs. Cette dernière a en effet été bien mise à mal par les problèmes de fiabilité des 1.2 PureTech et 1.5 BlueHDi, mais surtout par la manière dont ils ont été gérés. L'affaire Takata a également contribué à entacher la réputation de la multinationale euro-américaine, même si elle est loin d'être la seule à avoir été touchée par ce gigantesque scandale industriel. Cette fois, Stellantis a donc préféré prendre les devants. L'intervention prévue consiste à remplacer le kit de pompe à eau sur tous les véhicules concernés. Il s'agit d'une opération assez longue, qui prendra pas moins de 2 h 30. La facture aurait donc pu se montrer plutôt salée en temps normal. Mais elle sera entièrement prise en charge par le constructeur.

Quels sont les modèles à moteur 1.5 BlueHDi concernés par ce rappel ?

Les voitures particulières et les utilitaires touchés par ce nouveau rappel ont tous été épargnés par la campagne massive de 2025. Ils ont en effet été fabriqués plus récemment, entre octobre 2025 et février 2026. Ils sont donc dotés de la chaîne renforcée qui a été adoptée en usine dès février 2023 pour en finir avec les casses trop précoces de cette pièce. Sur notre formulaire fiabilité, tous les témoignages au sujet de cette panne portent d'ailleurs sur des véhicules fabriqués avant cette date. Le diesel a en outre tendance à se faire de plus en plus rare au sein du groupe Stellantis, comme chez ses concurrents. Cela a aussi contribué à limiter l'ampleur de

cette opération. Mais la liste des modèles touchés par ce risque de glissement de la poulie de la pompe à eau demeure assez longue malgré tout : Liste des modèles par marque avec leur plage de production

Citroën (code campagne GX8)

- Citroën Berlingo troisième génération : du 15 octobre 2025 au 2 mars 2026
- Citroën Jumpy troisième génération : du 15 octobre 2025 au 28 février 2026

DS (code campagne GX8)

- DS 4 deuxième génération/DS N°4 : du 5 décembre 2025 au 27 février 2026
- DS 7 : du 19 octobre 2025 au 5 février 2026

Fiat (code campagne F60N ou F600)

- Doblo troisième génération : du 15 octobre 2025 au 24 février 2026
- Scudo troisième génération : du 15 octobre 2025 au 28 février 2026

Opel (code campagne KWF)

- Corsa sixième génération : du 6 novembre 2025 au 8 février 2026
- Astra sixième génération : du 4 décembre 2025 au 27 février 2026
- Combo troisième génération : du 15 octobre 2025 au 18 février 2026
- Opel Vivaro troisième génération : du 15 octobre 2025 au 28 février 2026

Peugeot (code campagne M4F)

- 208 deuxième génération : du 2 novembre 2025 au 24 février 2026
- 308 troisième génération : du 19 octobre 2025 au 5 février 2026
- Rifter première génération/Partner

troisième génération : du 15 octobre 2025 au 26 février 2026
- Expert troisième génération : du 15 octobre 2025 au 28 février 2026

Comme il s'agit d'une campagne de rappel officielle, les propriétaires seront avertis par courrier recommandé. En complément, la plupart des marques de Stellantis proposent aussi des sites dédiés à la vérification des opérations de retour en atelier. Méfiance toutefois, car il peut exister un décalage entre le moment où nous publions cet article et celui où ces outils numériques sont mis à jour. Si vous craignez d'être oublié par le facteur, par exemple en raison d'une adresse incorrecte sur votre carte grise, n'hésitez pas à renouveler l'opération plusieurs fois. Pour cela, vous aurez simplement besoin du numéro de série, alias VIN (vehicle identification number).



Mots fléchés

Piano du pauvre Singulier poème		Occupation de territoires étrangers puis l'armée		Diplôme professionnel Lustrer		En ce lieu		Déesse de l'agriculture		Être sur un siège		Crochet Département français	
										Célèbre dépêche			
Coinças Automate						Pays d'Amérique du Sud		Frénésies					
					Derrière		Cube de jeu Saison			Dénudée Rivière du Congo			
Disque compact		Abri pour chien						Suintes					Moquerie
		Peuple de l'Arctique							Longues périodes Esgourde				
Appareil de détection		Partie du harnais Riche						Club de football Bonbon			Ancienne monnaie chinoise	Erbium	
					Fer		Donner un moment Première page						
Actrice française (Marie-José)				Un sens		Aurochs Nouveau congé				Arme rudimentaire			
Mistigri	Habitante des alentours de Nevers Camarade											Gravure effectuée grâce à de l'acide	
					Héros suisse					Largeurs d'étoffes			
On peut l'avoir mauvaise					Fascination		Affluent du Rhin Vénère				Ante méridien Explose		
Foi		Non noble	Décédé	Cité engloutie		Cancro				Exhale une odeur nauséabonde Appellations			
									Navire				Revérifiasse
Poteau	Dehors ! Agît					Consacrer		Stator Enceinte					
					Soûl				Religieuse Chefs arabes				
Forme de pouvoir Esclave			Arbustes Flétri								Petit poste Mont		
				Or			Petite mesure			Entre l'URSS et la Russie Prénom féminin			
Golfe Préfecture du Calvados				Arbuste								Titane	
				Chrome			Reptiles sauriens sans pattes						
Repos du guerrier						Région du nord du massif du Caucase							

PÉTROLE

Le Brent avoisine les 97 dollars

Les cours du pétrole étaient en légère hausse, vendredi, le marché est porté par des inquiétudes sur la persistance des tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Vers 11H05, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juin, prenait 0,78% à 96,67 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en mai, gagnait 0,88% à 98,73 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Samedi 11 avril 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

POUR CONSOLIDER SA TRANSITION NUMÉRIQUE

La Chine va lancer l'initiative "IA+Education"

La Chine envisage de lancer l'initiative "IA+Education", visant à intégrer l'intelligence artificielle (IA) dans les salles de classe dès le plus jeune âge, alors que le pays intensifie ses efforts pour développer la technologie et adapter son économie à un avenir de plus en plus numérique. D'ici 2030, la Chine entend mettre en place un système éducatif global dynamisé par l'IA, qui couvre tous les niveaux de l'enseignement et s'adresse au grand public, a annoncé vendredi le ministère de l'Education.

PÉTROLE

Le Japon va puiser à nouveau dans ses réserves stratégiques

Le Japon va puiser de nouveau dans ses réserves stratégiques de pétrole le mois prochain, pour débloquer l'équivalent de 20 jours de consommation supplémentaires, a annoncé vendredi la Première ministre Sanae Takaichi. L'archipel, très dépendant de ses importations d'hydrocarbures, avait commencé mi-mars à mobiliser ses réserves stratégiques d'or noir, parmi les plus importantes au monde. "Afin de garantir un approvisionnement stable en pétrole brut, nous allons débloquer, dans le cadre d'une deuxième phase qui débutera début mai, l'équivalent d'environ 20 jours de consommation provenant des réserves nationales", a indiqué Mme Takaichi lors d'une réunion ministérielle. Le Japon détient des réserves pétrolières d'urgence équivalentes à 254 jours de consommation nationale. Tokyo avait pris la décision courant mars de débloquer l'équivalent de 15 jours de consommation issu des réserves pétrolières privées et l'équivalent d'un mois de consommation issue des réserves pétrolières étatiques. APS

MONNAIES

Le dollar stable face aux autres devises

Le dollar était stable, vendredi, face aux principales devises internationales, prudent avant d'éventuels pourparlers de paix au Moyen-Orient. Vers 10H20 GMT, le dollar était quasiment inchangé face à la monnaie unique européenne, à 1,1700 dollar pour un euro, et montait de 0,19% face au yen à 159,26 yens pour un dollar. La stabilité du billet vert est constatée au lendemain d'un recul de la monnaie américaine, sur fond d'optimisme quant à une fin prochaine des tensions au Moyen-Orient. Ces tensions ont renforcé le billet vert, en raison de son statut de valeur refuge et de la forte hausse des prix du pétrole libellés en dollar, qui oblige les acheteurs à échanger davantage de leur devise contre la monnaie américaine.

50E ANNIVERSAIRE DE LA PROCLAMATION DE LA RASD

Participation internationale de haut niveau et réaffirmation du droit à l'autodétermination

Les festivités officielles marquant le 50e anniversaire de la proclamation de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), organisées dans la wilaya d'Aousserd, au niveau des Camps de réfugiés sahraouis, ont vu une participation internationale de haut niveau et une forte affluence populaire, dans un contexte de réaffirmation du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination. Ces festivités, qui ont pris fin jeudi, ont été ponctuées par l'organisation d'une série d'activités politiques, militaires et culturelles, comprenant des allocutions officielles des autorités sahraouies et des délégations étrangères, un défilé militaire des différentes unités de l'Armée populaire de libération sahraouie (APLS), ainsi que l'inauguration d'expositions d'artisanat et le déroulement d'activités sportives. Dans une allocution à cette occasion, le président de la République sahraouie, Brahim Ghali, a réaffirmé que l'exercice par le peuple sahraoui de son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance constitue la seule voie à même d'instaurer une paix juste et définitive dans la région. L'Algérie a été représentée à ces célébrations par une délégation des deux cham-

bres du Parlement, aux côtés de représentants de partis politiques, d'organisations syndicales et de divers acteurs de la société civile, qui ont souligné leur solidarité constante et inconditionnelle avec le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination. Dans le même sillage, le président du Conseil de la nation, Azouz Nasri, a réaffirmé, dans une allocution lue en son nom par le membre du Conseil et chef de délégation, Fateh Boutbig, la pleine solidarité et le soutien indéfectible de l'Algérie à la lutte juste du peuple sahraoui pour le recouvrement de ses droits légitimes, à leur tête son droit imprescriptible et inaliénable à l'autodétermination, conformément aux principes de la légalité internationale et aux résolutions pertinentes de l'ONU. De son côté, le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, a réaffirmé, dans une allocution lue en son nom par le président du groupe parlementaire de fraternité et d'amitié Algérie-Sahara occidental, Miloud Tissouh, la position constante et de principe de l'Algérie en faveur du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination. "L'Algérie, fidèle au message de ses valeurs

marquants et à ses principes libérateurs puisés dans sa lutte glorieuse, laquelle a inspiré son soutien à l'indépendance des peuples, a été et demeure la Mecque des révolutionnaires et la destination des hommes libres", a-t-il souligné. Ces activités ont été marquées par la présence de délégations parlementaires européennes, dont le groupe "Paix et liberté au Sahara", qui s'est rendu dans les Camps de réfugiés sahraouis, réaffirmant son soutien au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination, conformément aux résolutions de l'ONU et au droit international. Des représentants de forces politiques espagnoles et mauritaniennes ont, quant à eux, réaffirmé leur attachement à une solution pacifique, sous l'égide des Nations unies, garantissant la stabilité dans la région. Les célébrations ont été clôturées par un message politique clair adressé par la direction sahraouie à la communauté internationale, dans lequel elle réaffirme l'unité du peuple sahraoui et son rejet de toute solution portant atteinte à ses droits légitimes, tout en insistant sur le parachèvement du processus de décolonisation et le respect de la légalité internationale. APS

MINÉRAUX CRITIQUES

Les Etats-Unis et l'Union européenne proches d'un accord

Les Etats-Unis et l'Union européenne (UE) sont sur le point de conclure un accord visant à coordonner la production et la sécurisation des minéraux critiques, ont rapporté vendredi des médias américains. Cet accord "potentiel" inclurait des incitations telles que des garanties de prix planchers qui pourraient favoriser les fournisseurs, a précisé l'agence Bloomberg News citant un "plan d'action" élaboré

dans ce sens. L'UE et les Etats-Unis coopéreraient également sur les normes, les investissements et les projets conjoints, tout en renforçant leur coordination face aux éventuelles ruptures d'approvisionnement provoquées par d'autres pays. Le commissaire européen au commerce, Maros Sefcovic, a déclaré en mars dernier avoir eu une rencontre "très positive" avec le représentant américain au com-

merce, Jamieson Greer, en marge d'une réunion ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce au Cameroun, où les deux parties ont convenu de faire progresser les travaux sur les minéraux critiques et ont également discuté des tarifs douaniers. L'accord entre l'UE et les Etats-Unis couvrirait les minéraux critiques sur l'ensemble de la chaîne de valeur et de la gestion du cycle de vie, y compris l'exploration,

l'extraction, le traitement, le raffinage, le recyclage et la valorisation, selon Bloomberg, en mentionnant que ce protocole d'accord est non contraignant. Les Etats-Unis s'efforcent d'accéder aux réserves de minéraux critiques, en particulier aux chaînes d'approvisionnement en terres rares actuellement dominées par les acteurs chinois.

APS

STATUT PARTICULIER DES GREFFIERS

Le projet en cours d'étude au Secrétariat général du gouvernement

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Lotfi Boudjemâa, a indiqué, jeudi à Mascara, que le projet de statut particulier relatif aux greffiers se trouve actuellement au niveau du Secrétariat général du gouvernement, où il fait l'objet d'une étude et d'un enrichissement en vue d'élaborer un texte englobant tous les grades et toutes les catégories sans exception. Lors de sa visite d'inspection dans la wilaya, le ministre a précisé que ce cadre juridique s'inscrit dans les engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, envers les greffiers et les personnels de l'administration pénitentiaire. Il a indiqué que ce statut sera disponible

dans des délais raisonnables et servira les intérêts de cette catégorie, qui constitue un pilier du système judiciaire. M. Boudjemâa a ajouté qu'il est envisagé de mettre en place une nouvelle application dans le cadre de la numérisation du secteur de la justice, dédiée aux tribunaux administratifs. Celle-ci permettra d'obtenir à distance, à l'échelle nationale, les jugements administratifs locaux et en appel, avec une orientation vers le développement d'autres applications à l'avenir. Le ministre a également souligné que le secteur de la justice s'emploie actuellement à généraliser progressivement la numérisation, notamment à travers le

retrait électronique des jugements et des requêtes. Il a souligné que l'Etat a mobilisé les moyens nécessaires pour atteindre cet objectif, dans le cadre du programme de réforme de la justice lancé par le président de la République. Par ailleurs, il a appelé les avocats à s'inscrire dans cette démarche de numérisation du secteur de la justice, notamment en ce qui concerne l'obtention électronique des jugements et des décisions judiciaires, saluant les efforts fournis par la défense pour soutenir le processus de réforme et de modernisation de la justice en Algérie.

Synthèse R E.